



Rapport consolidé

sur l'état d'avancement des projets de stabilisation
financés par le

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

**Cellule Suivi et Évaluation (S&E)
du Secrétariat Technique de l'ISSSS**

Goma, Avril 2020

RAPPORT NO. 7 – (JUILLET – DECEMBRE 2019)
SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE L'ISSSS

Liste des acronymes utilisés

AAP	Aide et Actions pour la Paix (ONG)
ACIAR	Appui à la Communication Interculturelle et à l'Autopromotion Rurale (ONG)
AFM	Administrateurs des Foyers Miniers
AG	Agent de gestion (du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation)
AGR	Activités Génératrices de Revenu
APA	Associations Professionnelles des Agriculteurs
APC	Action pour la Paix et la Concorde (ONG)
ASP	Actions Solidaires pour la Paix (ONG)
AVEC	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
CAN	Conseil d'administration National du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
CAP	Conseil d'administration Provincial du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
CAS	Section des Affaires Civiles de la MONUSCO
CCC	Communication pour le changement de comportement
CCP	Conseil Consultatif Provincial
CDM	Cadres de Dialogue et de Médiation
CEI	Cadre d'Echange d'Information
CFI	Commission Foncière de l'Ituri
CIAF	Comité Inclusif d'appui à l'Administration Foncière
CITC	Cadre Inter Paysans de Transformation des Conflits
CLEs	Comités locaux d'Éveil et de sécurité
CLPD	Comités Locaux de Paix et de Développement
CLSP	Conseils locaux pour la sécurité de proximité
CM	Comité Mixte des agri-éleveurs
CONAREF	Commission Nationale de la Réforme Foncière
CPDG	Comité de Paix et Développement au niveau de Groupement
DDC	Direction du Développement et de la Coopération de la Confédération Suisse

DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (Processus)
DDR/RR-CVR	Section de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration, Réinstallation et Réduction de la Violence Communautaire de la MONUSCO
DFID	<i>Department for International Development</i> (Département du Développement international gouvernement britannique)
DRC-DDG	<i>Danish Refugee Council - Danish Demining Group</i> (ONG)
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FPP/AP	Front Patriotique pour la Paix/Armée du Peuple
FRPI	Force de résistance patriotique d'Ituri
GDP	Groupes de Dialogues Permanents
GEL	Guichet d'Economie Locale
GPPM	Groupe de plaidoyer pour la Paix à Masisi
GPPM	Groupe de Plaidoyer pour la Paix dans le Masisi
GPPSSK	Groupe de Plaidoyer pour la Paix dans le Sud du Sud Kivu
HACT	<i>Harmonised Approach to Cash Transfers</i> (Approche harmonisée de remise d'espèces)
HHI	<i>Harvard Humanitarian Initiative</i>
HIMO	Haute intensité de main d'oeuvre
ILP	Initiatives Local de Paix
IRC	International Rescue Committee
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation en République Démocratique du Congo (<i>International Stabilization and Security Support Strategy</i>)
KfW	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i> (Établissement de crédit pour la reconstruction Allemand)
MNS	Mécanisme National de Suivi de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo
MPTFO	<i>Multi-Partner Trust Fund Office</i> (Bureau des fonds fiduciaire multipartenaire)
MUSO	Mutuelles de Solidarité
NPRC	Noyau de Paix et de Résolution de Conflit
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations

ONG	Organisation Non Gouvernementale
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix (<i>Peacebuilding Fund</i>)
PCFP	Planification Communautaire Foncière Participative
PDL	Plans Locaux de Développement
PMO	Partenaire(s) de Mise en Œuvre
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUNO	Les Organisations Participants non-Nations Unies
PUNO	Les Organisations des Nations Unies Participantes
RAP	Recherche Action Participative
RDC	République Démocratique du Congo
RRR	Retour, réintégration et relance socioéconomique
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i> (ONG)
SSR	Réforme du secteur de la sécurité (Security Sector Reform)
STAREC	Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des conflits armés
ST-ISSSS	Secrétariat Technique de l'ISSSS
UAS	Unité d'appui à la stabilisation
UCS	Unité Communautaire de Sensibilisation
UEPNDDR	Unité d'Exécution nationale du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
UPDI	Union des Patriotes pour la Défense du peuple Innocents
USD	Dollar Américain
VSBG	Violence sexuelle et basée sur le genre / Violence Sexuelle
ZP	Zone Prioritaire

Table des Matières

Liste des acronymes utilisés.....	2
1. Introduction	6
2. Principales réalisations au cours de la période de rapportage.....	7
2.1. Réalisations du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation	7
2.2. Réalisations des projets FCS	9
Pilier 1 - Dialogue Démocratique.....	10
Piliers 2 à 5	12
3. Principaux défis et risques	18
3.1. Défis pour le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation.....	18
3.2. Principaux défis et risques programmatiques FCS.....	19
4. Coordination et complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les autres partenaires de l'ISSSS.	24
5. Progrès vers les résultats de l'ISSSS liés aux activités financées par le FCS.....	27
6. Recommandations pertinentes en matière de politiques et de programmes.....	35
7. Annexes	37
7.1. Programmation SCF	37

1. Introduction

Dans le rapport qui suit, le Secrétariat Technique (ST) de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation (ISSSS) en République Démocratique du Congo (RDC) présente les progrès accomplis par les projets des partenaires de mise en œuvre (PMO) et du ST, grâce au financement du Fond de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) pour la période allant de janvier à décembre 2019.

L'objectif de ce rapport est de fournir aux parties prenantes du FCS¹:

- un aperçu de la progression opérationnelle et programmatique réalisée par les projets et le FCS de façon globale ;
- une présentation des données de suivi contribuant aux résultats de l'ISSSS ;
- un résumé des défis identifiés par les projets ;
- des recommandations - spécifiquement aux membres des Conseils d'Administration National et Provincial (CAN et CAP) - afin d'améliorer la mise en œuvre des projets et des activités contribuant à la stabilisation à l'Est de la RDC.

Le rapport est divisé en six chapitres, dont le premier fait office d'introduction et de mise en contexte. Le Chapitre 2 présente les principales réalisations et les principaux progrès accomplis par le FCS (opérationnel) et par les projets des PMO (activités). Ce chapitre est structuré par pilier de l'ISSSS, par zone prioritaire de mise en œuvre, et par thématique. Le Chapitre 3 illustre les défis soulevés par le FCS et les PMO, ainsi que les risques engendrés, qui peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre. Le Chapitre 4 note la complémentarité entre les projets FCS et les projets alignés (financés bilatéralement). Le Chapitre 5 présente certaines tendances sélectionnées parmi les données de l'ISSSS pour examiner si et comment les changements observés peuvent indiquer une progression vers les résultats de l'ISSSS. Ce chapitre est organisé par thèmes récurrents parmi les différentes zones prioritaires et non pas par pilier ISSSS. Les données pour ce chapitre proviennent d'un côté des données de suivi des projets, et de l'autre des données d'Harvard Humanitarian Initiative (HHI). Enfin, le chapitre 6 propose des recommandations et des points d'action, pour gérer au mieux certains problèmes ou risques identifiés et améliorer la mise en œuvre des projets FCS.

Les interprétations et conclusions dans ce rapport proviennent des données des rapports semestriels de projets FCS qui couvrent la période de Juillet à Décembre 2019, des réflexions du ST - qui inclut l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS), et le Programme National de Stabilisation et Reconstruction (STAREC), ainsi que des données d'HHI pour la même période.

¹ En particulier les membres des Conseils d'Administration National et Provincial (CAN et CAP), gérants du FCS

2. Principales réalisations au cours de la période de rapportage

2.1. Réalisations du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Cette première partie du chapitre 2 présente les réalisations opérationnelles accomplies par le FCS entre janvier et décembre 2019 et peuvent être résumées par les activités suivantes :

Coordination et Partage d'Information : Les systèmes de coordination et de partage d'information, dont le FCS fait partie, sont nombreux et visent à contribuer à accroître l'engagement envers l'agenda de stabilisation, le soutien politique et la redevabilité des PMO. Pendant la période de rapportage, différents mécanismes de coordination ont été mobilisés :

- Une réunion du CAN a eu lieu le 3 juillet 2019.
- Le CAP du Sud Kivu a été mobilisé pour approuver une prolongation sans cout de deux mois pour le projet *Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani* (00106007) le 11 décembre 2019 ainsi que le CAP Ituri pour approuver une prolongation avec couts (185 069 USD) du projet *Pamoja Kwa Amani* (00106202 00106218) le 6 août 2019.²
- Chaque mois, des réunions de coordination ont eu lieu entre le FCS et l'Agent de Gestion (PNUD), pour soutenir l'efficacité des activités du Fonds mises en œuvre par les PNUNO (Organisations non-Nations Unies Participantes).
- De nombreuses réunions et ateliers bilatéraux ont été organisés pour réviser le manuel d'opérations de manière participative. Cela a inclus des réunions bilatérales avec deux donateurs de fonds d'affectation spéciale (Norvège et DFID), divers partenaires de mise en œuvre (SFCG, World Vision, Alerte International, APC, Mercy Corps), l'AG et deux sessions de travail avec STAREC.
- Trois Appels à Propositions ont été lancés. Il s'agit d'une proposition de Dialogue Démocratique 1 080 000 USD pour Djugu, Sud Irumu, d'une proposition de Dialogue Démocratique de 580 000 USD pour l'Ituri, Sud Irumu, et d'une proposition de 3,2 millions USD pour le Retour, Réintégration et Relance Socioéconomique (RRR) dans l'Ituri, Sud Irumu.
- Des discussions régulières ont été organisées avec le bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire, le PNUD et le Bureau MPTF (Multi-Partner Trust Fund Office) sur les opportunités identifiées pour utiliser le FCS comme véhicule de cohérence programmatique et financière en RDC.
- Les réunions du Secrétariat Technique et les réunions avec les PMO ont eu lieu tous les mois dans toutes les provinces.

Contributions financières : La valeur totale des contributions des bailleurs au FCS a atteint 61 745 704,06 millions USD grâce au 12 636 000,00 millions USD contribués en 2019 (98.9% de ces fonds sont alloués à la mise en œuvre des projets et à la gestion du fonds CAN de février 2020, en dehors de la période de rapportage). Voici ci-dessous le statut du FCS.

² Ce total comprend le budget du partenaire (171 361 USD) et les 8 % de frais d'agent de gestion (13 709 USD).

Etat actuel de Fonds de Cohérence de la Stabilisation	
Catégorie	Montant
Total reçu des donateurs	\$ 49 680 782,00
Total reçu des PBF	\$ 12 064 922,06
Total en FCS	\$ 61 745 704,06
Total engagé dans le CAN 2020*	\$ 12 636 000,00
Total engagé	\$ 60 402 373,77
Solde disponible du FCS	\$ 1 343 330,29
Approved allocations for CAN 2020	\$ 12 636 000,00
% alloué	98%

Allocation de fonds : En juillet, le CAN a approuvé l'allocation de 3 millions USD à la zone prioritaire de Kitchanga pour la programmation du RRR. Toutefois, ce projet ne sera pas lancé avant le quatrième trimestre 2020 (d'octobre à décembre 2020).

Le CAN a aussi approuvé en Mai 2019 l'extension du projet de *d'Appui au Secrétariat Technique (ISSSS Technical Secretariat Support, 00110348)* pour un montant supplémentaire de 194 993.98 USD jusqu'en Avril 2020. Le projet continue à appuyer le Secrétariat Technique dans le domaine de l'engagement politique et la communication ainsi que la facilitation des mouvements du STAREC dans le cadre de ses fonctions du Secrétariat Technique de l'ISSSS. Le projet *Pamoja Kwa Amani (00106202 00106218)* a aussi bénéficié d'une extension avec couts dans la province de l'Ituri.

Opérationnel : Au cours de 2019, le FCS a amélioré ses opérations pour une gestion plus efficace des programmes. L'agent de gestion (AG) est passé du PNUD Kinshasa au PNUD Goma, ce qui signifie que la cellule FCS de l'UAS et l'AG peuvent prendre des décisions programmatiques conjointement. En outre, la gestionnaire du FCS s'est rendu à la fois au Sud-Kivu et en Ituri pour appuyer les bureaux provinciaux de l'UAS et le STAREC pour la clôture de projet et les demandes de modification du projet. Notons aussi :

- Au cours de l'année 2019, les actions entreprises par le PNUD en tant qu'Agent de Gestion a facilité la gestion financière des fonds destinés aux partenaires non-Nations Unies (PNUNO), notamment à six ONGs dont ACIAR, Caritas, COOPI, SFCG, Mercy Corps et Alerte pour un montant total de 7 476 964 USD dont 3 572 720,55 USD au cours du deuxième semestre.
- Trois formations ont été organisées sur *l'Approche harmonisée de remise d'espèces (Harmonised Approach to Cash Transfers, HACT)*, en tant que mécanisme de gestion et d'atténuation du risque, ainsi que de gestion financière et comptable à Bunia, Bukavu et Goma. Des séances d'accompagnement ont été organisées par ACIAR et CARITAS Bunia dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des missions de contrôle et de la mise en place des procédures standards opérationnels.
- Sept avenants ont été traités et signés entre l'AG et les PNUNOs afin de leur permettre de finaliser les activités dans le cadre des programmes *Pamoja Kwa Amani (00106202 00106218)* en province de l'Ituri et *Njia za Makubaliano (00113419)* en province de Sudi Kivu
- Deux projets ont été clôturés et les partenaires de mise en œuvre ont reçu des conseils sur le respect des procédures de clôture. Une mission à Bunia a notamment été organisée par la cellule FCS de l'UAS pour rencontrer les partenaires en personne et leur expliquer les exigences opérationnelles pour la clôture des projets. Quant à ces projets clôturés il

s'agit de *Pamoja Kwa Amani* (00106202) et *Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo* (00106220).

2.2. Réalisations des projets FCS

Cette partie sur les principales réalisations des projets financés (voir programmation en cours en annexe) par le FCS en 2019 est structurée par pilier de l'ISSSS. Toutes les données pour ce chapitre proviennent des rapports semestriels des PMO couvrant ladite période. Cette partie 2.2 se focalise sur les **activités** menées par les projets, tandis que les **résultats** des projets sont présentés plus loin, dans le chapitre 5. **Le tableau qui suit présente un aperçu des principaux succès obtenus par les projets FCS pendant la période de janvier à décembre 2019 tandis que le reste de cette section se focalise sur la période juillet à décembre de cette même année.** (voir le rapport précédent pour la période janvier à juin 2019).

Tableau 1 : Succès des projets FCS entre janvier et décembre 2019.

Les activités de Dialogue Démocratique ont contribué à une amélioration de la situation sécuritaire et au processus de stabilisation au Sud-Irumbu (Ituri) où le plan d'action pour démobiliser le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) continu à être mise en œuvre. Le développement du Dialogue Démocratique axé sur le processus FRPI, amorcé en septembre 2017, a abouti à une première tentative de pré-cantonement des éléments du FRPI le 20 décembre 2018, qui s'est toutefois soldée par un échec en mars 2019 menant à la prolongation de la date de signature de l'accord de Paix. Les raisons de cet échec étaient en grande partie dues au manque d'engagement politique et financier des autorités au niveau provinciale et national. Il s'y ajoute des manipulations et de nombreuses rumeurs sur ce processus ce qui a favorisé la création d'un climat de méfiance nourrie par les leaders du FRPI. Suite aux élections et le changement du paysage politique au niveau national et provincial en décembre 2018 et le plaidoyer du nouveau Gouverneur de Province, de la MONUSCO ainsi que du Secrétariat Technique en Avril 2019, le processus FRPI a pu être redynamisé. L'engagement personnel du Chef de l'Etat nouvellement élu et son passage à Bunia en Juin 2019 représentait un soutien important dans cette redynamisation. Cet engagement, qui a davantage relancé le processus FRPI, fut précédé par la nomination du Responsable du Mécanisme National de Suivi des Accord d'Addis-Ababa (MNS) en mai 2019. **En aout 2019, grâce à l'accompagnement du processus de paix avec le FRPI par le gouvernement à travers le STAREC, les partenaires du FCS ainsi que la MONUSCO, plus de 1000 éléments du FRPI sont entrés en pré-cantonement sur le site d'Azita près de Gety. Au cours du deuxième semestre de 2019, le projet *Pamoja Kwa Amani* (00106202 00106218) s'est focalisé sur l'accompagnement des négociations entre les deux parties qui continuaient à démontrer leur engagement dans ce processus à travers la disponibilisation de fonds pour le pré-cantonement par le gouvernement (200 000 USD mis à la disposition du gouvernement provinciale) mais aussi à travers la réduction dramatique des violations des droits humains par la FRPI (3 violations au cours du deuxième semestre contrairement à 48 lors du premier). En décembre 2019, les deux parties se sont accordés sur le contenu du projet d'accord de paix.**

A Kitshanga (Nord Kivu), le processus de Dialogue Démocratique (comprenant des négociations et réflexions entre les concessionnaires, les structures communautaires et les paysans sans terre), a mené à un accord pour relancer des cultures pérennes comme solution à la problématique de l'exploitation commune des terres dans le territoire de Masisi. La relance agricole, qui met en avant l'ancien mode de valorisation des terres est en cours. Cela implique la culture de rente permettant non seulement la création d'emploi pour les jeunes personnes sans terre, mais aussi de leur donner des petits lopins de terre pour la culture vivrière et pour l'habitation. C'est dans ce cadre qu'une coopérative agricole dénommée *COOPA USTAWI* a été mise en place pour la relance des cultures pérennes. **Le projet FCS a Kitshanga a accompagné tout le processus de légalisation de la coopérative qui dispose aujourd'hui tous les documents légaux pour son fonctionnement (Acte constitutif notarié, Statuts, etc.).** Un total de 32 concessionnaires a adhéré à la coopérative comme membres fondateurs. Ils ont rendu disponible plus de 960 ha (avec comme besoin de 25 personne/ha comme main d'œuvre) pour les activités de la coopérative. La relance des cultures pérennes à travers de *COOPA USTAWI* est une solution durable à la problématique d'accès à la terre et représente ainsi un projet intégrateur (réduction du chômage, formation, relance économique, etc.) dans cette zone prioritaire. **De plus, les partenaires du FCS ont continué à accompagner la mise en œuvre et le suivi des recommandations des tables rondes de Kitshanga et les priorités identifiées au cours du Dialogue Démocratique, notamment la réhabilitation du tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo ; la construction des centres des jeunes a Kikuku et Kitshanga ; ainsi que la réhabilitation de la maison du Mwami du Bwito (une condition à son retour).** Les structures de Dialogue Démocratique ont aussi joué un rôle important dans la prévention et la résolution de conflits interethnique à Pinga au cours du mois de juillet 2019, où les communautés Nyanga et Hunde menaçaient de s'affronter. Les partenaires du SCF en partenariat avec le STAREC et la

MONUSCO ont permis l'adoption d'une résolution intercommunautaire en présence des administrateurs des territoires de Masisi et Walikale, les chefs locaux, les représentants des communautés de Nyanga et Hunde ainsi que des représentants des gouvernements provincial et national.

A Beni (Nord Kivu), les partenaires de l'ISSSS ont mise en place leur structure de Dialogue Démocratique sous forme de Groupes de Dialogues Permanents (GDP) après des délais initiaux dû à l'épidémie d'Ebola. Des dossiers prioritaires à traiter par les GDP ont été identifiés pour toutes zones d'intervention du projet.

Au Sud Kivu, le programme dans la plaine de la Ruzizi a mené un plaidoyer national autour des conflits dans les Hauts Plateaux de Mwenga, Uvira et Fizi. Le plaidoyer déjà effectué par le projet a facilité la signature d'un arrêté provincial sur la gestion de la transhumance visant à mieux mitiger les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la zone. **Le programme dans la plaine de la Ruzizi a aussi accompagné l'élaboration du plan d'action issue du dialogue intercommunautaire couvrant cette zone prioritaire (organisé par axe Itombwe, Uvira, Fizi). Ce plan d'action opérationnel a été élaboré spécifiquement par les femmes leaders de la zone. Dans ses 6 derniers mois, le projet a également soutenu la création d'un comité de suivi du plan d'action au niveau local et provinciale ainsi que d'un Groupe de Plaidoyer pour la Paix dans le Sud du Sud Kivu (GPPSSK) à Kinshasa. Il s'agit ici d'une structure similaire à celle mise en place pour le Masisi au Nord Kivu en 2018 à travers la programmation du FCS.**

Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le processus de Dialogue Démocratique et l'engagement avec toutes les parties prenantes sont nécessaires pour créer une vision collective et des solutions concrètes pour la **transformation de conflits**, approuvée par les communautés et par les autorités locales, provinciales et nationales.

Pendant la période de rapportage, les activités de Dialogue Démocratique ont continué d'engager **avec les acteurs à tous les niveaux** et ont consolidé les avancés de la période de rapportage précédente. Il s'agit concrètement de la poursuite du soutien au processus de paix entre le gouvernement de la RDC et la FRPI, le processus de relance agricole dans la zone de Kitshanga, la mise en place de structures de dialogue à Beni et l'élaboration de plans d'action conjoints et inclusifs au Sud Kivu.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets financés par le FCS en matière de Dialogue Démocratique :

Tableau 2 : Progrès réalisés par les projets FCS en matière de Dialogue Démocratique (Pilier 1 de l'ISSSS), juillet à décembre 2019

Zone Prioritaire (Projet)	Détails sur les activités et progrès
<p>Autour de Kitshanga</p> <p>(Njiya Za Makubaliano 2, 00113419)</p>	<p><u>L'accès sécurisé à la terre des petits paysans en chefferie de Bashali est renforcé :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Finalisation de la légalisation de la Coopérative USTAWI pour les paysans sans terre. Le projet du FCS a accompagné tout le processus de légalisation de la coopérative qui dispose aujourd'hui tous les documents légaux pour son fonctionnement (Acte constitutif notarié, Statuts, etc.). A ce jour, 32 concessionnaires dont deux femmes ont disponibilisé un total de 960 ha a la coopérative. La coopérative vise la relance des cultures pérennes (le thé, le café, le cacao, etc.) permettant aux paysans d'accéder à un revenu ainsi qu'à un espace pour leurs habitations et leurs activités champêtres (cultures vivrières). ● Organisation de deux missions de plaidoyer pour l'approche de la relance des cultures pérennes proposée par le projet à travers la coopérative, notamment une à Goma et une à Kinshasa pour informer les autorités provinciales et nationales de l'évolution des activités du projet ainsi que de solliciter leur engagement politique dans la mise en œuvre du projet. ● Identification de 9 conflits liées à l'accès à la terre dans le Bashali dont 7 ont été résolus.

	<p><u>Les acteurs communautaires, politiques et sécuritaires améliorent leurs connaissances, pratiques/perceptions et comportement en vue de renforcer la sécurité des populations civiles dans la chefferie de Bashali :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Organisation d’une réunion trimestrielle du Conseil Consultatif Provincial (CCP) afin de permettre aux membres du conseil d’être informés de la situation sécuritaire et d’identifier les points d’actions de plaidoyer à mener auprès des autorités compétentes pour améliorer la situation sécuritaire dans la zone. ● Organisation d’un atelier d’évaluation et actualisation du plan d’action de Bashali et Pinga. Cela a été organisé afin de permettre aux membres des CITC, CEI, aux autorités locales ainsi qu’aux représentants des paysans sans terre de passer en revue le plan d’action de Bashali/Pinga en relevant les activités réalisées et non réalisées jusque-là, mais qui restent prioritaires en vue du contexte actuel. <p><u>Les acteurs communautaires, politiques et sécuritaires améliorent leurs connaissances, pratiques/perceptions et comportement en vue de renforcer la sécurité des populations civiles dans la chefferie de Bwito</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Organisation d’une visite de suivi des activités du projet <i>Njia za Makubalino 2 (00113419)</i> dans le groupement de Kanyabayonga dans la chefferie de Bwito par le Conseil Consultatif Provincial du Nord-Kivu. Cette activité a permis aux leaders politiques provinciaux et nationaux d’apprécier l’évolution de la mise en œuvre du projet et des recommandations faites lors de leur dernière mission ainsi que d’en emmètre des nouvelles. ● Organisation de deux tribunes d’expression populaire sur le rôle et la responsabilité de chaque partie prenante à la sécurité, regroupant un total de 172 personnes dont 86 femmes. ● Organisation de 5 séances de sensibilisation des leaders à opinion violente. ● Organisation d’un atelier sur la sécurité des populations réunissant les responsables de différents groupes armés actifs dans la chefferie de Bwito notamment l’Union des Patriotes pour la Défense du peuple Innocents (UPDI), Front Patriotique pour la Paix/Armée du Peuple (FPP/AP), Mai Mai Léopard ainsi que les chefs coutumiers, le Secrétaire Administratif de la commune de Kanyabayonga (Lubero), les acteurs de la société civile, les leaders communautaires, la MONUSCO ainsi que le STAREC. 71 personnes dont 15 femmes ont pris part à cette activité. ● Réhabilitation du tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo (17km) par 388 membres de différentes communautés vivant dans la Chefferie de Bwito, dont 167 femmes. ● Finalisation de la construction d’un centre de jeunes à Kikuku. ● Finalisation de la réhabilitation de la maison du Mwami a Kikuku. ● Suivi de 21 conflits par les structures de Dialogue Démocratique dans le Bwito, dont 12 ont été résolus.
<p>Territoire de Beni (<i>Ensemble pour Beni,</i> 00111136 00111025)</p>	<p><u>Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation pour l’identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Organisation de 4 séances de restitution et validation auprès des acteurs clefs des différentes entités territoriales afin de valider les résultats de la Recherche Action Participative (RAP) entrepris par le projet à Beni-Mbau, Rwenzori et Watalinga. Ces séances ont regroupé 171 personnes, dont 59 femmes. Les priorités identifiées et validées par les RAP sont : <ul style="list-style-type: none"> ○ Beni-Mbau : 1) l’exploitation du sable à Batangi-Bingo, 2) la perception des taxes municipales dans les carrés miniers, 3) les limites administratives entre les Groupements de Baswagha-Madiwe et Batangi-Madiwe ○ Rwenzori : 1) les conflits fonciers (agriculteurs/concessionnaires et Parc National des Virunga/Secteur Rwenzori), 2) l’accès aux ressources naturelles (spécifiquement l’accès à l’eau), 3) les limites administratives entre les communes rurales et les villages environnants (Bulongo et Hurara, Lume, cité frontalière de Lubirih et Basongora). ○ Watalinga : 1) les conflits fonciers entre les différentes entités administratives de Chefferie, 2) la gestion du pouvoir coutumier et du positionnement de leadership entre les structures de jeunes, 3) les conflits identitaires.

	<ul style="list-style-type: none"> • Initiation des séances de dialogue à partir de juillet 2020, les 5 groupes de dialogues permanents (GDP) ont opéré tout au long du semestre, regroupant 150 personnes, dont 75 femmes. Chaque GDP s'est regroupé au moins deux fois ce semestre. • Plaidoyer et sensibilisation des acteurs locaux à travers les émissions radio (GDP Bingo, Bulongo et Kabasha) et à travers le Groupe d'Appui au Programme dans la capitale, sur les problématiques et priorités identifiées par les communautés dans le cadre de la RAP. • Actualisation des Plan Locaux de Paix et de Développement de Beni Mbau et de Rwenzori (Watalinga sera fait dans le premier semestre 2020). • Identification de 5 projets communautaires visant le renforcement de la cohésion sociale dans les zones prioritaires de Beni. Ces cinq projets ont été choisis conjointement avec les communautés locales ciblées par le projet.
<p>Irumu-Djugu</p> <p>(Pamoja Kwa Amani, 00106202 00106218)</p>	<p><u>Soutien accru et inclusif (impliquant l'Etat et les différents groupes de population : les hommes, les femmes, les filles et les garçons) pour la stratégie de stabilisation et de sécurité au niveau communautaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la négociation d'un accord de paix entre le gouvernement et le FRPI, notamment à travers les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Des discussions officielles avec le FRPI ; ○ Le plaidoyer et le suivi du processus au niveau local, provincial et national ; ○ La sensibilisation des communautés hôtes pour la réintégration ; ○ Les réunions du Comité Consultatif ; ○ Soutien à la production d'un projet d'Accord entre le Gouvernement et le FRPI ; ○ Soutien à l'UEPNDDR dans l'élaboration d'une stratégie DDR, visant à la démobilisation des éléments FRPI en collaboration avec le STAREC et la MONUSCO, ○ Soutien au STAREC dans le fonctionnement du pré-cantonement de la FRPI
<p>Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga (+Basile)</p> <p>(Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani, 00106007)</p>	<p><u>Des solutions de paix concertées et identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration de deux plans d'action conjoints et inclusifs approuvés par les représentants des communautés et les autorités traditionnelles et formelles, dont un plan d'action issu du dialogue intercommunautaire couvrant la zone prioritaire (organisé par axe Itombwe, Uvira, Fizi) et un plan d'action opérationnel élaboré spécifiquement par les femmes leaders de la zone. • Production de 17 émissions de radio sur la résolution pacifique de conflits. • Mise en place du comité de suivi du plan d'action issu du dialogue intercommunautaire, qui se focalise sur le suivi et le plaidoyer pour la réalisation des actions identifiées par le plan d'action au niveau territorial et provincial. • Mise en place du Groupe de Plaidoyer pour la Paix dans le Sud du Sud Kivu (GPPSSK) à Kinshasa, pour faire le plaidoyer auprès des autorités nationales en faveur de la programmation et de la réduction des violences dans la zone du projet (en lien avec les autres partenaires de la stabilisation).

Piliers 2 à 5

Les partenaires financés par le FCS ont axé leur travail en fonction des piliers 2 à 5 de l'ISSSS sur les quatre thématiques ci-dessous :

- 1) Gestion des **terres et des ressources naturelles** et règlement des litiges associés (piliers 3 et 4 de l'ISSSS),³

³ Pilier 3 selon les piliers révisés de l'ISSSS

- 2) Accès à la **sécurité** (piliers 2 et 3 de l'ISSSS),⁴
- 3) **Retour, réintégration et relance socioéconomique (RRR)** (pilier 4 de l'ISSSS),
- 4) **Engagement et influence des femmes et des filles** dans le processus de stabilisation et réduction des **Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG)** (piliers 3 et 5 de l'ISSSS).⁵

Les activités des projets FCS entre juillet et décembre 2019 sont présentées ci-dessous et organisées par thématique et zone prioritaire dans chaque province.

*Gestion des terres et des ressources naturelles, règlement des litiges associés (Piliers 3 et 4)*⁶

La question des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles a été abordée à travers différentes activités des partenaires du FCS dans les zones prioritaires de l'ISSSS. Elle a principalement été abordée à travers **l'appui aux structures de médiation de conflits fonciers, le renforcement de capacité de l'administration foncière, la sensibilisation ainsi que l'appui à la certification de site minier**. Le tableau ci-dessous fournit des détails supplémentaires sur les activités financées par le FCS et les progrès réalisés au cours de la période du rapport.

Tableau 4 : Aperçu des activités financées par le FCS dans le domaine de la gestion des terres et des ressources naturelles, juillet à décembre 2019.

Zone Prioritaire (Projet)	Type d'activité	Détails sur les activités et progrès
Autour de Kitshanga (Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo, 00106220)	Accès et sécurisation des terres	<p><u>La Gouvernance foncière est améliorée</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Documentation de 111 conflits fonciers, impliquant 750 ménages dont 294 ménages avec des femme comme cheffe de foyer. De ces 111 conflits, 45 conflits ont trouvé un compromis, ces conflits impliquent 375 ménages dont 182 ménages avec des femme comme cheffe de foyer. • Sensibilisation sur les mécanismes d'accès à la terre de 836 personnes dont 452 femmes.
	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Appui matériel à la circonscription foncière de Masisi. • Elaboration du plan d'utilisation du sol du site de Katunda.
Irumu-Djugu (Pamoja Kwa Amani, 00106202 00106218)	Gouvernance foncière	<p><u>La gouvernance foncière est améliorée dans la zone d'intervention</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 2 journées portes ouvertes de l'Administration foncière dans les 7 chefferies de la zone du projet au profit des communautés locales sur les instances de gestion du foncier, de résolution des conflits, leur composition, leur fonctionnement et leurs rôles et attributions. Ces événements ont connu la participation de 926 personnes dont 390 femmes.

⁴ Pilier 2 selon les piliers révisés de l'ISSSS

⁵ Pilier 5 selon les piliers révisés de l'ISSSS

⁶ Pilier 3 selon les piliers révisés de l'ISSSS

		<ul style="list-style-type: none"> • Production des messages clés diffusés sur les radios communautaire de Kasenyi, Komanda, Boga et Gety portants sur les mandat, mission et attributions de l'Administration foncière. • Formation de 45 personnes, dont 5 femmes, identifiées par les membres de la communauté sur la cartographie foncière. • Sécurisation de 201 parcelles à travers la médiation, 3820 personnes dont 1386 femmes et filles ont bénéficié de cette dernière
	Gouvernance minières	<p><u>Les autorités compétentes adoptent et mettent en œuvre des mesures qui renforcent la transparence en matière d'exploitation et de gestion des ressources minières dans la zone prioritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une mission de qualification des sites miniers dans le territoire d'Irumu où 6 sites miniers, dont 2 dans la chefferie des Andisoma à Nyankunde et 4 dans la chefferie de Walendu Bindu à Bavi, ont été qualifiés de « vert » par une équipe conjointe d'inspecteurs des sites miniers pour la qualification.
<p>Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga (+Basile)</p> <p><i>(Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani, 00106007)</i></p>	Gouvernance foncière	<p><u>Le nombre de conflits fonciers a réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 2 ateliers (1 à Uvira et 1 à Bukavu) afin d'accompagner la société civile et le gouvernement provincial du Sud Kivu dans la collecte des recommandations à intégrer dans le processus de réforme foncière en cours à Kinshasa. • Plaidoyer dans la capitale en partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération de la Confédération Suisse (DDC) et des représentants de la société civil auprès du conseiller Principale chargé de l'urbanisme à la Présidence, la CONAREF et le Ministre des Affaires Foncières pour l'inclusion des recommandations recueillies. • Sensibilisation de 49 membres des structures communautaires, dont 19 femmes, sur la prévention de conflits entre agriculteurs et éleveurs et les articles de l'arrêté sur la transhumance (le consortium a facilité son élaboration lors du premier semestre de 2019). L'arrêté est devenu à la fois un outil de prévention et de résolution de conflits ainsi qu'un mécanisme de gestion pacifique de conflits.
<p>Beni Territoire</p> <p><i>(Ensemble Pour Beni, 00111136 00111025)</i></p>	Gouvernance foncière	<p><u>Conditions plus favorables pour la relance économique locale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 2 formations pour renforcer la capacité en termes de gouvernance foncière et d'outils informatiques (traitement de texte et gestion de base de données) pour 31 agents de l'administration foncière, dont 2 femmes. • Organisation d'une formation auprès de 15 membres, dont 6 femmes, des CLPD de Rwenzori, Beni-Mbau, Watalinga, Mangina et du CPDG de Basongora sur les principes de la loi Foncière Nationale, les mécanismes de médiation et les principes coutumiers. • Mise en place d'un Comité Inclusif d'appui à l'Administration Foncière (CIAF) afin de faciliter la coordination des acteurs fonciers pour la collaboration et la cohabitation entre l'Administration Foncière (système légal/formel) et le pouvoir coutumier en matière de gouvernance foncière
	Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Production et diffusion de 10 émissions radios et 4 spots sur le domaine foncier sur 4 chaînes de radio locales. • Organisation de 15 séances de sensibilisation de masse sur la médiation de conflits auprès de 562 personnes, dont 341 femmes.
	Gouvernance minière	<ul style="list-style-type: none"> • Conduite d'un état des lieux du secteur minier dans le secteur de Beni Mbau. • Organisation de consultations avec un totale de 37 personnes, dont 2 femmes, du ministre des mines, services techniques de l'Etat et d'autres parties prenantes afin d'obtenir le support politique et technique nécessaire pour avancer la programmation.

Soutien à l'accès aux services de sécurité (Piliers 2 et 3 de l'ISSSS)⁷

Les partenaires du FCS ont également soutenu des initiatives locales de sécurité et des activités sur la protection de la population. Les principales activités contribuant à ces résultats se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Aperçu des activités liées à la sécurité et à la protection des civils financées par le FCS, juillet à décembre 2019.

Zone Prioritaire (Projet)	Type d'activité	Détails sur les activités et progrès
Territoire de Beni (Ensemble Pour Beni, 00111136 00111025)	Sensibilisation et formation	<ul style="list-style-type: none"> Formation de 246 personnes, dont 73 femmes, membres des Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD). Mise en place et formation des membres de 4 comités de sensibilisation au sein des unités PNC sur les axes de la zone de Beni notamment à Oicha, à Mangina, à Bulongo et à Kamango. Un total de 147 membres, dont 27 femmes, ont été formés. Ces formations ont aussi inclus des membres de la société civile. Organisation de 10 séances de sensibilisation des agents de la PNC à travers le cinéma mobile avec la série « Ndakisa » (un feuilleton qui met en évidence le rôle positif du policier et la collaboration avec l'ensemble de la communauté). Elaboration de plans locaux de sécurité de proximité dans chacune des 7 ETD.
Irumu-Djugu (Pamoja Kwa Amani, 00106202 00106218)	Sensibilisation et formation	<p><u>Le renforcement de la gouvernance sécuritaire ainsi que de la collaboration et de la redevabilité entre les autorités en charge de la sécurité et les populations permet de réduire les risques sécuritaires et de protection auxquels les femmes, les hommes, et les filles et garçons sont exposés</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Redynamisation du CLSP Burasi. Elaboration du plan de sécurité pour Burasi. Mise en place du comité de base au sein du commissariat territorial de la PNC à Burasi, composé de 9 hommes.
Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga (+Basile) (Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani, 00106007)	Sensibilisation et formation	<p><u>Gouvernance sécuritaire renforcée</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Diffusion de 18 émissions radio sur les avancées du programme de DDR national Conduite de 9 séances de sensibilisation en coordination avec UEPNDDR
	Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> Le projet a mené des analyses de contexte sécuritaire conjointes et participatives permettant d'identifier les zones à risque. Celle-ci ont été partagées avec les autorités provinciales afin de se servir comme outil pour la prise de décisions. Une mission de plaidoyer conjointe pour le retour des éléments FARDC à Lemera – actuellement réaffectés à Kahanda pour les opérations de traque des groupes armés – a été réalisée par le Mwami de Bafuliuru, la société civile et la jeunesse auprès du Ministère de l'intérieur. Un plaidoyer mené par les membres de l'UCS et du CLSP auprès du commandant des FARDC de Kabunambo, pour l'installation d'éléments de police à Rukobero et Rubanga pour la sécurisation des passants.

⁷ Pilier 2 selon les piliers révisés de l'ISSSS

RRR (Pilier 4 de l'ISSSS)

Les partenaires du FCS ont continué à mettre en œuvre leurs activités RRR au cours du deuxième semestre 2019 afin d'accroître la cohésion sociale dans les communautés bénéficiaires et contribuer à la stabilisation. Dans le cadre de ce pilier, les PMO ont mis l'accent sur des **activités génératrices de revenu, la formation professionnelle, et le renforcement des structures des jeunes qui promeuvent les messages de résolution de conflits pacifique**. Ces activités visent principalement les jeunes à risque et leur intégration sociale et économique au sein de leurs communautés respectives. Des chaînes de valeurs clés ont été renforcées et des structures économiques, telles que des coopératives et AVEC, ont été mises en place avec l'objectif de renforcer les liens sociaux entre les participants dans une vision de développement économique collective.

Tableau 7 : Aperçu des activités liées au RRR financées par le FCS, juillet à décembre 2019.

Zone Prioritaire (Projet)	Type d'activité	Détails sur les activités et progrès
Territoire de Beni (Ensemble Pour Beni, 00111136 00111025)	Appui aux associations	<p>Conditions plus favorables pour la relance économique locale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui aux Associations Professionnelles des Agriculteurs (APA) pour la production végétale, l'élevage et la pisciculture : <ul style="list-style-type: none"> ○ Production végétale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution d'intrants ▪ Formation des représentants des APA sur les différents maillons de la chaîne de valeur (intrants, production, transformation, commercialisation, transport, stockage et consommation) ainsi que sur l'entrepreneuriat et l'accès au crédit. Un totale de 4 formations ont été organisées : Formation champ école paysan pour 60 participants, dont 20 femmes ; formation sur le genre pour 93 participants, dont 34 femmes ; formation sur l'élevage pour 33 participants, dont 14 femmes ; et une formation sur l'agrobusiness et la gestion d'affaires pour 147 participants, dont 74 femmes. ○ Elevage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution d'intrants ▪ Organisation d'une campagne de vaccination avicole dans 12 villages où le projet a distribué des poules. Un totale de 1952 poules ont été vaccinées contre la maladie de New Castle. ▪ Mise en place de 3 pharmacies vétérinaires et dotation en médicaments et produits vétérinaires ○ Pisciculture : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution d'intrants ▪ Mise en place de 9 étangs piscicoles ▪ Identification par les communautés de 336 ménages bénéficiaires des interventions piscicoles.
	Formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Formation professionnelle de 357 jeunes : 182, dont 170 femmes, à la coupe et couture ; 45 dont, 1 femmes, en menuiserie ; 72, dont 0 femmes, en mécanique moto ; et 58, dont 36 femmes, en coiffure. De ces 357 jeunes, 148 jeunes, dont 101 femmes, suivent aussi une formation d'alphabétisation et numération.
	AGR	<ul style="list-style-type: none"> • Sélection participative des 515 personnes, dont 350 femmes, par les représentants (société civile, autorités locales, leaders communautaires, ou encore représentants des femmes et des jeunes) des six villages retenus pour les interventions AGR du projet.

		<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de 45 associations dans lesquelles des bénéficiaires des activités AGR ont été répartis et pour lesquelles un business plan a été conçu.
--	--	--

L'engagement et l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation et la réduction des VSBG (piliers 3 et 5 de l'ISSSS)⁸

Le genre est à la fois transversal à travers tous les piliers de l'ISSSS et spécifique au pilier 5. Les projets visent d'un côté à améliorer l'engagement et l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation, entre autres à travers la communication pour le changement de comportement (CCC), et de l'autre à travailler spécifiquement sur les VSBG, avec un minimum de 15% du budget de chaque projet dédié aux activités sensibles au genre.

Pendant la période de rapportage, les partenaires du FCS ont terminé leurs activités spécifiques pour contribuer au changement de normes liées au genre, en partie sur les VSBG, mais aussi plus généralement pour assurer l'engagement des femmes et des filles dans tous les aspects de la stabilisation et le processus de transformation de conflits. Le tableau ci-dessous fournit des informations supplémentaires sur les activités financées par le FCS. Notons que les trois projets ayant un composant spécifique sur le genre, ont tous été clôturés lors de ce semestre avec la plupart de leurs activités genre qui ont déjà été mise en œuvre en amont des projets.

Tableau 8 : Aperçu des activités liées à l'engagement et à l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation et à la réduction des VSBG financées par le FCS, juillet à décembre 2019.

Zone Prioritaire (Projet)	Type d'activité	Détails sur les activités et progrès
Irumu-Djugu <i>(Pamoja Kwa Amani, 00106202 00106218)</i>	Formation	<ul style="list-style-type: none"> Formation de 555 personnes, dont 132 femmes, 35 filles et 40 garçons, sur les concepts clés des VSBG, les causes, les conséquences et les facteurs, ainsi que la loi congolaise du 20 juillet 2006 réprimant les violences.
	Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> Organisation de 2861 séances de sensibilisation dans le cadre de la Communication pour le Changement de Comportement (CCC) (192 campagnes de sensibilisation, 1973 séances de porte à porte et 594 focus groupes, 13 Théâtres participatifs, et 89 sessions ouvertes).
Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga (+Basile) <i>(Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani, 00106007)</i>	Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer auprès des autorités provinciales et nationale pour renforcer le lien entre les structures travaillant sur le changement des normes sociales au niveau communautaire, les outils, ainsi que les politiques et institutions du gouvernement (Ministère du Genre, Division du Genre, Plan d'action du Genre du Sud Kivu). Appui à la Division du Genre pour mise en place d'une plateforme formelle sur la UNSCR 1325. Cette plateforme a rassemblé 125 leaders, autorités membres de la société civile, dont 85 femmes, pour faire une analyse genre du plan d'action du dialogue intercommunautaire et pour élaborer des plans opérationnels en spécifiant le rôle des femmes dans la mise en œuvre de chaque recommandation. Organisation d'une tribune d'expressions populaires sur le genre à Uvira, rassemblant les représentants des jeunes des différents groupements de la zone du projet, les autorités et la MONUSCO d'Uvira (Affaires Civiles).

⁸ Pilier 5 selon les piliers révisés de l'ISSSS

3. Principaux défis et risques

Le chapitre qui suit décrit les principaux défis et risques auxquels font face le Secrétariat Technique et les projets financés par le FCS. Le but est d'expliquer d'une part certains obstacles rencontrés lors des réalisations décrites dans le chapitre précédent, et d'autre part de soutenir des discussions sur la gestion de ces défis ou risques pour améliorer la mise en œuvre des projets et la réussite des objectifs de l'ISSSS. Les données proviennent des de la cellule de Gestion du FCS de l'UAS et des rapports des PMO pour la période janvier à juin 2019 ainsi que juillet à décembre 2019.

3.1. Défis pour le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Les défis principaux auquel fait face le FCS sont les mêmes que ceux identifiés lors du rapport précédent, à savoir :

- **Retards dans le suivi de l'extension avec coûts de *Pamoja Kwa Amani* (00106202/00106218).** Le CAN a approuvé une modification de projet pour *Pamoja Kwa Amani* en juin 2019. Cette modification de projet a posé de nombreux problèmes qui ont rendu son traitement administratif complexe. Tout d'abord, le projet a été financé à la fois par le PBF et le FCS (les fonds ne pouvons pas être mélangés). Deuxièmement, le CAP a approuvé certaines extensions tout en rejetant d'autres. Troisièmement, les partenaires de mise en œuvre n'ont pas correctement prévu leurs coûts de soutien. Cela a créé une situation, au détriment de l'approche de consortium et la coordination générale, dans laquelle certains partenaires ont pu continuer et d'autres non. En outre, il s'est avéré difficile de transférer des fonds supplémentaires à SFCG et Mercy Corps car il n'était pas clair quel flux de financement était responsable. La Cellule FCS a mené un exercice interne sur les enseignements tirés de ce cette expérience : les modifications du projet sont maintenant discutées bien à l'avance avec tous les partenaires concernés et sont maintenant approuvées par le ST provincial et la Cellule FCS dans le cadre du manuel d'opérations révisée (approbation hors période de reportage).
- **Retards de la mise en œuvre de l'évaluation finale pour trois projets :** Trois projets clôturés n'ont pas été en mesure de procéder à leur évaluation finale au cours du dernier trimestre du projet. Deux partenaires ont reçu l'autorisation de dépenser en dehors de la période du projet (*Pamoja Kwa Amani* (00106202) et *Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo* (00106220), tandis qu'un partenaire a obtenu une prolongation sans coûts (*Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani* (0106007)). Tous les partenaires du fonds FCS seront désormais invités à présenter les TDR pour l'évaluation finale au début du projet afin d'éviter des problèmes similaires.
- **Retards dans le lancement de la proposition du Sud Irumu de 3 376 000 USD.** Le consortium Mercy Corps, ACIAR et Caritas Bunia a décidé de ne pas soumettre une proposition à la suite de désaccords internes. En avril 2019, le CAP Ituri a demandé que le financement soit accordé à un consortium prédéterminé pour soutenir la réintégration des éléments du FRPI dans le cadre du processus de paix en cours. Cette allocation a ensuite été approuvée par le CAN. Toutefois, le consortium n'a pas pu se mettre d'accord sur le budget et le cadre logique et a finalement décidé de ne pas poursuivre ce processus. L'enseignement tiré ici est que ni le CAN ni le CAP ne doivent imposer des consortiums et que la nature des partenariats doit être déterminé par les partenaires chargés de la mise en œuvre. L'appel a été divisé en deux et relancé. Il a été attribué avec succès à l'OIM et à l'ACIAR et sa mise en œuvre débutera en S1 2020.

3.2. Principaux défis et risques programmatiques FCS

Au niveau des projets mises en œuvre sur le terrain par les PMO de l'ISSSS, les deux principaux défis auxquels les PMO ont dû faire face en 2019 furent liés aux contextes post-élection et à l'insécurité dans les zones prioritaires. Notons aussi la difficulté de mouvement liée à la saison des pluies et la dégradation des routes.

Tableau 9 : Principaux types de défis rencontrés par les projets financés par le FCS, janvier à décembre 2019.

Défis et Risques	ZP	Détails	Stratégies de gestion mises en place ou proposées par les PMO
Post-élection	Toutes	Les nouveaux acteurs politiques nationaux et provinciaux n'ont pas une bonne compréhension de la stratégie ISSSS. Cela peut créer de fausses perceptions, attentes et un faible engagement qui peut causer un retard dans le déroulement des activités, la prise de décisions ou le lancement d'une nouvelle programmation.	Des séances d'explication et de partage d'information avec les nouveaux dirigeants à différents niveaux ont été initiés (députés provinciaux) et envisagées (gouvernement national et provincial) pour leur engagement
	Kitshanga	Le nouveau gouvernement national perçoit qu'il y a beaucoup d'attention sur la ZP « Autour de Kitshanga » alors qu'il y a d'autres besoins de stabilisation dans le Nord Kivu. L'incertitude actuelle sur le panorama politique local, qui est toujours en attente des élections locales, a brisé le lien entre gouvernement national et le gouvernement provincial. Les activités en lien avec les groupes armés menées par les partenaires sont en attente de validation par les autorités pour aller de l'avant. Ceci a entraîné des retards dans la mise en œuvre.⁹	Renforcement du dialogue avec le ministère du plan au niveau national tout en expliquant le processus de ciblage et de priorisation ayant déjà eu lieu. En attendant les élections locales, continuer à collaborer avec les autorités locales nommées ainsi que les structures communautaires. En outre, la cellule FCS demandera une révision du projet si les activités liées aux groupes armés ne sont pas achevées avant la fin de l'année
	Sud-Irumu	Le processus FRPI demande plus de temps que prévus étant donné le changement post-élection et la nature du processus.	Une extension de 6 mois du projet <i>Pamoja Kwa Amani (00106202/00106218)</i> a été sollicité et accordé pour accompagner le processus.
L'insécurité dans les zones prioritaires entrave ou empêche l'accès aux zones du projet, bloquant la mise en œuvre.	Beni	Le Territoire de Beni n'est pas un territoire en post-conflit mais en conflit, où la mise en œuvre des activités de stabilisation/développement continuent à être un défi pour tous, rendant parfois les zones d'interventions inaccessible.	Les équipes du projet évaluent continuellement la situation sécuritaire dans les zones d'intervention en s'appuyant sur le service de sécurité de la MONUSCO, les points focaux de sécurité de chaque Membre du Consortium, et les autorités locales. Malgré cet appui, les activités du Projet ont été suspendues plusieurs fois pour garantir la sécurité des équipes et des partenaires du Projet.

⁹ Finalement, ce projet n'a pas pu surmonter ce défi particulier et a plutôt décidé de soumettre une révision de projet qui a été soumise et approuvée lors du CAN de février 2020. Il en sera question dans le prochain rapport intermédiaire.

		L'inaccessibilité aux zones d'interventions a causé plusieurs fois la démotivation des bénéficiaires vu que les actions initiées avec eux ont plusieurs fois été interrompues, rendant la continuation logique des actions et l'engagement des bénéficiaires difficile.	Une communication continue se fait avec les autorités locales et les représentants des bénéficiaires afin de leur expliquer les raisons de l'interruption momentanée des activités de terrain. Ceci a permis de garantir la continuité des activités par les bénéficiaires. La révision et actualisation continuelle du plan d'action/chronogramme se fait au niveau interne et est communiquée aux acteurs pertinents.
	Kitshanea	L'activisme et les alliances entre les groupes armés restent également un souci majeur pour la stabilisation de la ZP de Kitshanga et peuvent à tout moment rendre la zone inaccessible.	A travers les structures locales, le ST et les PMO suivent le contexte pour avoir des informations actualisées et prendre des décisions informées. Les PMO, à travers les structures communautaires, continuent à sensibiliser des leaders à opinion violente, et effectuent un plaidoyer à tout le niveau et auprès des institutions étatiques pour une présence importante des services de sécurité. En outre, la cellule FCS demandera une révision du projet si les activités liées aux groupes armés ne sont pas achevées avant la fin de l'année
	Sud-Irumu	Situation sécuritaire toujours volatile dans les sites miniers.	Renforcement du dialogue démocratique et la relance du processus de démobilisation des ex-combattants FRPI en vue de limiter leur accès aux sites miniers
	Ruzizi	Le renouvellement du conflit dans la zone a créé un environnement très difficile pour l'engagement intercommunautaire au niveau politique, ou des leaders sont beaucoup plus visibles et exposés et ou les communautés impliquées dans le conflit sont très polarisés.	Le projet a tenu des réunions séparées avec les leaders de ces communautés afin de ne pas les exposer. L'équipe du projet a communiqué proactivement sur le processus de dialogue et les objectifs auprès des communautés L'inclusion, la participation et la responsabilisation des membres des communautés via les structures de dialogue afin qu'ils s'approprient le processus.
Epidémie d'Ebola	Sud-Irumu	L'épidémie d'Ebola reste un danger pour les équipes terrain dans certaines zones couvertes par le projet.	Des séances de sensibilisation sont tenues avant chaque activités, et des stations de lavage de mains sont obligatoires à l'entrée des locaux et salles de formation.
	Beni	Les communautés sont méfiantes des actions de la riposte ce qui affecte directement l'accès et la mise en œuvre des activités sur le terrain.	Le projet a renforcé la communication interne parmi le staff et les partenaires du projet, ainsi que la communication avec les autorités locales afin de sensibiliser les communautés et les acteurs de la riposte d'Ebola.

	Kitshanga	La menace de la propagation de la maladie à virus Ebola dans la zone opérationnelle est certaine et pourrait entraîner une perturbation des activités sociales et économiques dans la zone ainsi qu'une montée en flèche des tensions communautaires et des actions de résistance face aux équipes de riposte.	Le consortium a proposé l'idée de mettre en œuvre une stratégie efficace pour comprendre en profondeur les perceptions des communautés sur cette maladie. A travers ces structures de base il serait ensuite possible d'amener les communautés à comprendre que la maladie à virus Ebola est une réalité.
Attentes de la population	Beni	Les réunions réalisées entre l'équipe du projet, les autorités locales et la société civile de Beni ont révélées que la communauté croit qu'Ensemble pour Beni mettra un terme à toute la pauvreté dans la ZP. De plus, la communauté confond le projet avec un programme humanitaire. Dans ce contexte, il y a un grand défi pour faire comprendre à la communauté de Beni les objectifs du projet de stabilisation et que le projet ne cible pas directement toute la population notamment pour les AGR.	Le projet prévoit de renforcer la communication à travers des réunions avec les représentants des communautés, la société civile et les autorités locales. De plus il définira conjointement avec les communautés les critères de sélection des bénéficiaires du projet.
Dualité du pouvoir coutumier	Ruzizi	L'existence d'un pouvoir coutumier parallèle dans les trois chefferies ciblées par le projet, rend l'organisation des activités difficile.	Pour les activités dans lesquelles ces autorités ont l'obligation d'intervenir, le consortium invite les deux autorités pour prendre part à l'activité.
Performance inadéquate des partenaires locaux	Kitshanga	Dans le cadre du projet <i>Pamoja kwa amani na Maendeleo</i> (00106220), non seulement un retard dans la mise en œuvre a été constaté, mais aussi des problèmes liés à la construction du centre des jeunes de Kitshanga.	Le ST avait sollicité et obtenu l'extension de 4 mois du projet auprès de la CAP et un suivi de proximité a été renforcé pour améliorer la communication avec les communautés et pousser les partenaires à résoudre les problèmes et défis rencontrés avec les communautés.
Coordination	Kitshanga	Risque de chevauchement et perception de travail « en solo » suite à la prolifération des organisations dans la ZP Autour de Kitshanga. Faible communication des activités des partenaires alignés vers le ST, les communautés et les autorités.	Le secrétariat technique a résolu de renforcer la coordination de tous les partenaires FCS et alignés pour éviter le chevauchement. Des TdR de cette coordination sont en rédaction et les réunions mensuelles sont tenues. Des groupes thématiques seront constitués lors de prochaines réunions. Une stratégie de communication est en pleine élaboration au sein de la coordination des partenaires de la stabilisation du Nord Kivu.
		Faible coordination entre les acteurs qui interviennent sur le défi d'accès à la terre : plusieurs organisations interviennent dans le domaine foncier dans la zone autour de Kitshanga ; le plus souvent chacune a sa propre approche tout en s'adressant aux mêmes cibles.	Faire participer les autres acteurs travaillant sur la thématique foncière dans les ateliers de création et de vulgarisation de la coopérative agricole USTAWI, encourager les partenaires Pole Institute, ASP et AAP à participer aux réunions mensuelles de la sous coordination foncière locale.

		<p>Retard dans la mise en œuvre des activités par le <i>Pole Institute</i> qui a rejoint le consortium en septembre 2019 après une période d'enquête dû à des irrégularités dans le rapport financier de décembre 2018. Ceci a causée des délais dans la contractualisation de ce partenaire.</p>	<p>Une enquête a été conduite et des mesures pour renforcer les mécanismes de protections financières de Pole Institute ont été mis en place. Le comptable ainsi que le chef de projet de <i>Pole Institute</i> ont été remplacés</p> <p>Le plan de travail du projet a été réexaminé afin de s'assurer que les activités clés pourraient continuer par le biais d'autres partenaires. L'engagement politique a été privilégié dans la programmation (notamment à travers le GPPM) pour aider à débloquent la possibilité de travailler plus directement avec les groupes armés (les activités initialement prévues par <i>Pole Institute</i>).</p>
		<p>Les opérations des FARDC obligent certaines populations à quitter leurs villages.</p>	<p>Les structures communautaires mises en place par le projet ont été encouragées à mener des actions de plaidoyer auprès des autorités militaires au niveau local, pour demander l'amélioration de la stratégie de communication entre les forces de sécurité et la population au moment de la conduite des opérations.</p>
	Beni	<p>Constat que l'Administration Foncière du Territoire de Beni évite de coopérer en matière de résolutions de conflits fonciers avec des associations ou des structures privées, telles que le centre de résolution des conflits, les églises, ou encore le barza communautaire. Ceci complexifie la mise en œuvre des activités au niveau local.</p>	<p>UCBC va travailler directement avec les Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD) et les Comité de Paix et Développement au niveau de Groupement (CPDG), qui sont des structures étatiques inclusives regroupant les chefs des secteurs, la société civile, les associations féminines, les associations des jeunes, les églises, ainsi que les coutumiers. Ces structures offrent également une possibilité d'inclure certains membres non-permanents vu leurs expertises en matière foncière tels que des experts, des agents de l'Administration Foncière (le conservateur des titres immobiliers, le chef de Division du Cadastre et le contentieux) ou encore l'institut Géographique.</p>
	Ruzizi	<p>La rotation fréquente de commandants des unités FARDC pose un défi pour les structures de projet quant à la construction des rapports de confiance après chaque rotation.</p>	<p>Le projet a impliqué les commandants précédents et les autorités territoriales afin qu'il facilite la transition.</p>
Pérennisation	Sud Irumu	<p>Temps limité pour le renforcement des Groupements de Muso</p>	<p>Renforcer la capacité des cadres des Groupements de Muso pour la pérennisation de leurs actions</p>

Sous-évaluation des besoins de projet	Kitschanga	Le manque de moyens conséquents pour opérationnaliser la coopérative UTSAWI et sa stratégie de la relance des cultures pérennes, ce qui n'était pas prévue au début du projet.	Durant ce semestre, deux missions de plaidoyer ont été organisées respectivement à Goma et à Kinshasa pour informer les autorités provinciales et nationales de l'évolution des activités du projet et pour solliciter leur engagement politique dans la relance de cultures pérennes. Cet appui politique étant déjà assuré, les plaidoyers au cours du prochain semestre seront focalisés sur la recherche de financement auprès des bailleurs de fonds qui seront intéressés par la stratégie de relance des cultures pérennes dans la zone. Mais bien avant, le projet va mener une étude de faisabilité assortie d'un plan d'affaire qui sera utilisé comme document de plaidoyer pour mobiliser les fonds.
Absence d'un cadre fonctionnel pour le DDR	Kitschanga	Absence d'un cadre DDR fonctionnel pouvant prendre en charge les éléments qui se désolidarisent des groupes armés. En accord avec le ST Provincial, certaines activités initialement planifiées ont dû être suspendues à cause des risques et le manque de soutien politique dans un contexte où la nouvelle approche gouvernementale du DDR est en cours d'élaboration.	En attente de l'amélioration du cadre DDR, le projet cherche à ne pas créer des attentes auxquelles il ne peut répondre actuellement. Les structures de dialogue travaillent à réduire les violations des droits de l'homme et à améliorer la circulation des populations dans la ZP. Une révision fondamentale des activités initialement prévues par <i>Pole Institute</i> en termes d'engagement avec les groupes Armés a été effectuée. Or ces activités ont été orientées vers la sensibilisation des jeunes à risque dans les communautés de la zone d'intervention.
Manque de cohésion sociale	Kitschanga	Le manque de cohésion sociale dans la chefferie de Bwito rend la population particulièrement vulnérable aux manipulations des leaders a opinion violentes.	Remanier la programmation afin d'inclure des activités HIMO et de créer des associations villageoises d'épargnes et de crédits (AVEC).
	Beni	Certains acteurs locaux diffusent des rumeurs négatives contre les actions et la gestion du projet, engendrant à ce qu'une grande partie du temps du projet à été dédiée à dissiper ces rumeurs.	L'inclusion de la société civile, des autorités locales, des représentants des communautés bénéficiaires et du STAREC Beni dans toutes les activités du projet, permet de garantir la transparence et la redevabilité auprès des bénéficiaires et des autorités.
Changement climatique	Beni	Perturbation climatique selon différents microclimats de la zone du projet	Renforcement de mesure de surveillances météorologique et actualisation des calendriers agricoles à mettre à disposition des agriculteurs.

4. Coordination et complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les autres partenaires de l'ISSSS.

Les efforts du Secrétariat Technique pour assurer la complémentarité entre interventions du FCS, les interventions alignées, et les autres partenaires lors de l'année 2019, ont principalement été autour de la coordination de la programmation dans les zones prioritaires de l'ISSSS. Ces efforts contribuent à maximiser les apports des différents canaux de financement de l'ISSSS. Le travail réalisé au cours de 2019 a engendré des exemples de coordination efficace de la programmation dans les trois provinces.

Tableau 10 : Complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les autres interventions, janvier à décembre 2019.

Thématique	ZP	Détails	Projets
Engagement de la jeunesse	Kitshanga	Deux centres de jeunes construits par le projet <i>Pamoja kwa Amani na Maendeleo</i> (à Kitshanga) et par le projet <i>Njia za Makubaliano</i> (à Kikuku) vont être équipés par UNFPA.	Njia Za Makubaliano (FCS) Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (FCS)
		Afin d'éviter la duplication des efforts sur le terrain par les partenaires de l'ISSSS avec des projets actifs (DRC-DDG) et des interventions à arrivée imminente (KfW), le ST Provincial vise à coordonner l'emplacement de centres pour la jeunesse ou encore le partage des listes de bénéficiaires entre partenaires associant des jeunes dans leurs activités.	Vijana wenye nguvu kwa amani (DRC-DDG/PBF) FCP III (kfw) Njia Za Makubaliano (FCS) Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (FCS)
Dialogue Démocratique	Ruzizi	Renforcement de la coordination des activités de dialogue dans le Haut Plateau d'Uvira entre SFCG et Alert International afin d'éviter la duplication des interventions et de soutenir une utilisation responsable et efficace des ressources. Le STP du Sud Kivu travaille actuellement avec SFCG, Alert International et les Affaires Civiles de la MONUSCO afin de définir conjointement l'approche d'intervention dans le Haut Plateau d'Uvira, tout en s'appuyant sur le plan d'action issu du dialogue démocratique (fait en Juin 2019 à Uvira) organisé par Alert International.	Maji ya Amani (IRC/Pays-Bas) Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Aman (FCS)
	Sud Irumu	L'harmonisation des interventions dans le cadre du dialogue démocratique (DD), a permis d'assurer la cohérence et la complémentarité entre les interventions de CISPE et du FCS, dans les chefferies d'Andisoma et de Walese Vonkutu. CISPE s'est retiré de ces zones au profit du projet FCS Sud Irumu, afin d'éviter les doublons et dans un souci d'efficacité, de cohérence et d'efficience. CISPE et le projet FCS Sud Irumu étaient membres du sous-groupe thématique Dialogue Démocratique et Engagement Politique. C'est un cadre de travail visant à harmoniser les interventions de DD entre les partenaires au niveau de Djugu. Il y a eu une harmonisation des approches au niveau des structures/platformes de Dialogue Démocratique, identiques pour les deux	CISPE (IOM, Pays-Bas) Pamoja Kwa Amani (FCS)

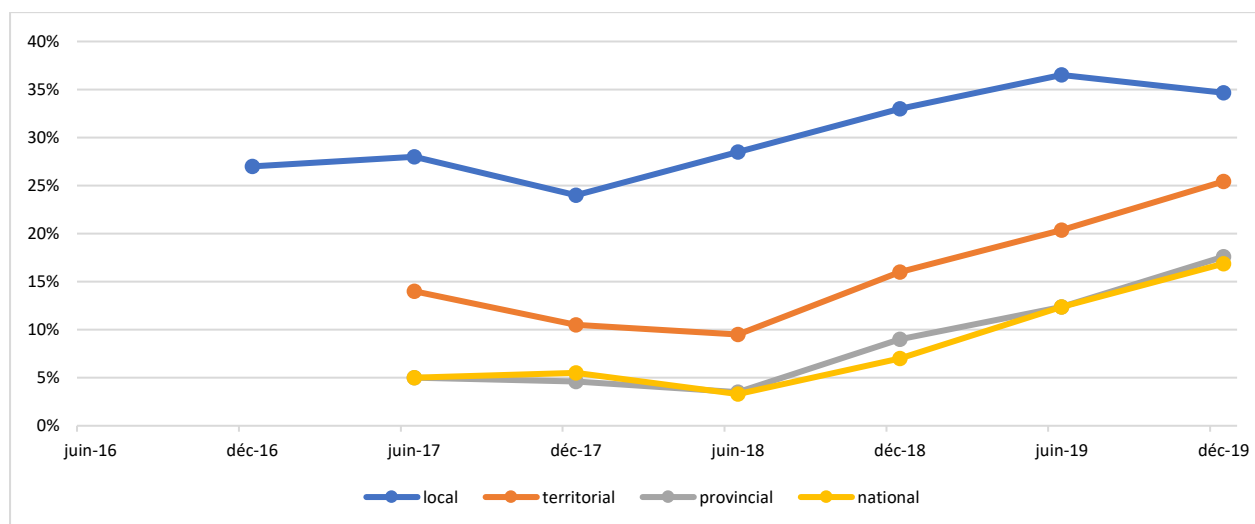
		consortiums : les initiatives Local de Paix (ILP), les mutuelles de Solidarité (MUSO), les comités locaux d'Éveil et de sécurité (CLEs), ou encore les Cases de femme.	
		Coordination des interventions de l'Etat, de la MONUSCO et du FCS autour du processus de paix du FRPI.	Support étatique aux camps de pré-cantonement (STAREC, ACIAR) Programmation CVR (MONUSCO) Pamoja Kwa Amani (FCS)
	Kitshanga	Afin de faire face au conflit et d'empêcher une escalade de la violence autour de Pinga, le STAREC, la MONUSCO ainsi que les partenaires de l'ISSSS, ont organisé le 19 juillet 2019 une médiation / dialogue avec les administrateurs des territoires de Masisi et Walikale, les chefs locaux, les représentants des communautés Nyanga et Hunde et des représentants des gouvernements provinciaux et nationaux. L'objectif principal était d'identifier les principales causes des conflits et de proposer des solutions. Après plusieurs discussions et médiations, une résolution intercommunautaire a été élaborée et signée reconnaissant les principales sources de conflits et solutions à apporter. Ce fut aussi la première fois en 28 ans que le Mwami de Bashali a visité Pinga et a rencontré la communauté.	MONUSCO CAS Njia Za Makubaliano (FCS)
Plan d'action	Kitshanga	Suite à la table ronde de Bwito (août 2018) le STP a veillé à ce qu'Alert Internationale et l'OIM collaborent pour harmoniser le Plan d'Action Communautaire avec le Plan d'Action pour la Sécurité de Rutshuru (élaboré en début de 2018).	CISPE (OIM/Pays-Bas) Njia Za Makubaliano (FCS)
Conflits fonciers	Kitshanga	A travers des activités d'accès et de sécurisation foncière, Njia Za Makubaliano, à travers du GPPM, a développé un plaidoyer à plus haute niveau (gouvernemental et grand concessionnaires) pour la création de la coopérative <i>USTAWI</i> en vue de réduire de manière durable les conflits fonciers par la relance agricole. <i>Njia Za Makubaliano</i> a soutenu et renforcé les membres des structures de Dialogue Démocratique tels que CITC, NPRC et CEI, dans la résolution de conflits. <i>Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo</i> a capacité les structures de jeunes et des femmes pour la résolution de conflits au niveau local. FARM est intervenu dans les zones où la programmation FCS n'était pas présente, et s'est focalisé sur la résolution de conflits pour l'accès et sécurisation foncière, la gestion des ressources naturelles et le développement des marches et chaînes de valeurs. Les activités de Dialogue Démocratique à travers la sensibilisation et la résolution de conflits, les activités de médiation pour faciliter l'accès à la terre et la dotation des AGRs ont contribué à une amélioration de la sécurité. L'OIM a développé des activités de renforcement des capacités avec des acteurs étatiques clés (police, justice et administrations locales) et des chefs des chefferies, et a installé des cliniques juridiques pour la résolution des conflits.	FARM (Mercy Corps/ Pays-Bas) CISPE (OIM/Pays-Bas) Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (FCS) Njia Za Makubaliano (FCS)

	Sud Irumu	<p>A travers le projet <i>Pamoja Kwa Amani</i>, les communautés ont sollicités de l'aide pour la sécurisation foncière de leur terre A ce titre, le projet a facilité l'homologation des compromis produits par CFI dans les chefferies de Andisoma et Walese Vonkutu.</p> <p>CISPE, à travers son partenaire Cordaid, a œuvré dans l'homologation (légalisation) de 49 compromis trouvés par la CFI aux termes des séance de médiation et de résolution des conflits fonciers.</p> <p>Dans le cadre de la gouvernance locale, le projet FCS Sud Irumu avait prévu l'élaboration participative et la validation de 7 Plans Locaux de Développement (PDL) couvrant les 7 chefferies ciblées par le projet. Cependant le Consortium CISPE avait déjà amorcé l'élaboration de deux PDL dans les chefferies d'Andisoma et de Walese Vonkutu. Après harmonisation, le projet Pamoja Kwa Amani a finalement élaboré et valider 5 PDL au lieu de 7.</p>	<p>CISPE (OIM/Pays-Bas)</p> <p>Pamoja Kwa Amani, (FCS)</p>
VSBG	Sud Irumu	<p>Le projet Trocaire a effectué des consultations auprès des PMOs du FCS, afin de s'appuyer sur les initiatives et structures existantes en matière de lutte contre les VSBG et d'autonomisation des femmes.</p>	<p>(Trocaire, Suède)</p> <p>Pamoja Kwa Amani (FCS)</p>

5. Progrès vers les résultats de l'ISSSS liés aux activités financées par le FCS

5.1. Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actif

Graphique 1 : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actif



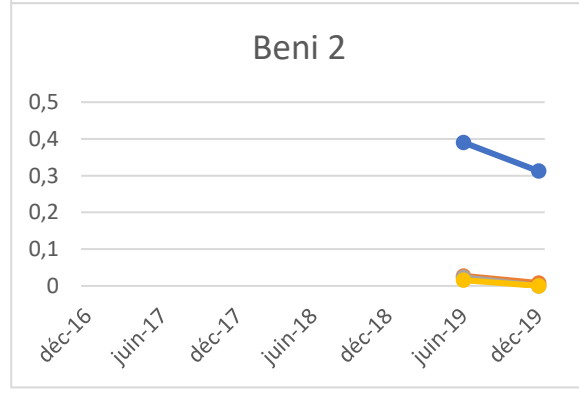
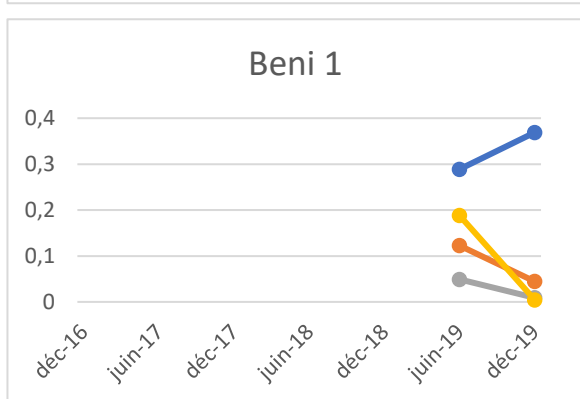
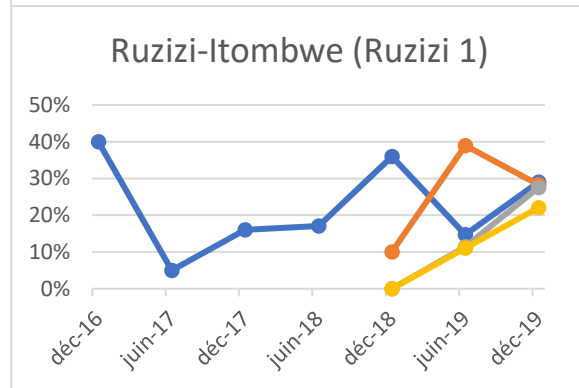
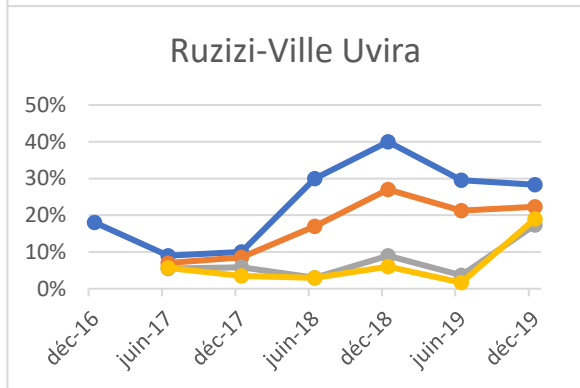
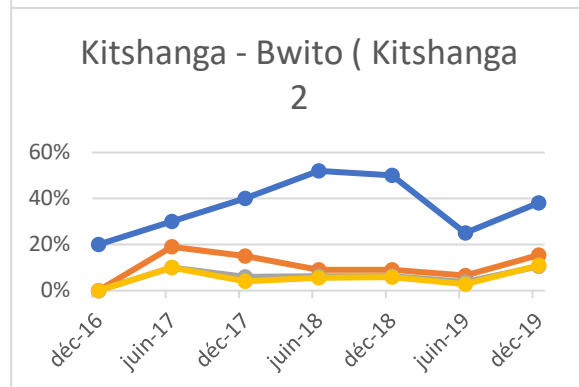
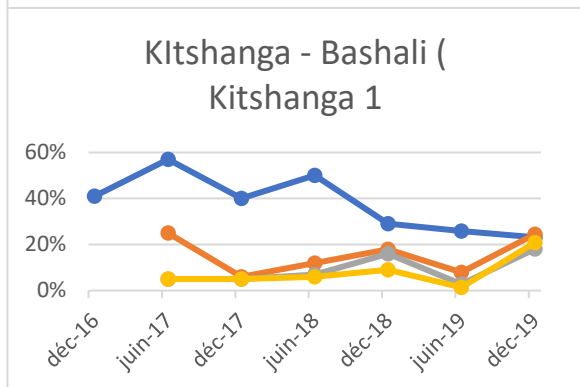
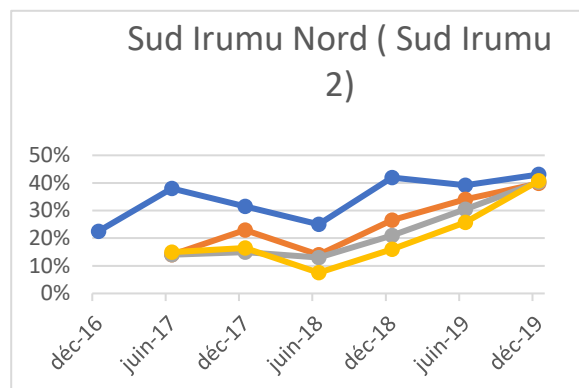
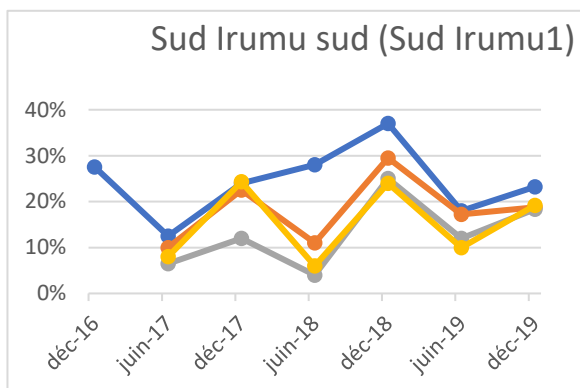
Kitshanga – Ruzizi – Sud Irumu : A partir des données du graphique 1, il s'observe que depuis décembre 2018, la confiance des citoyens dans les gouvernements / les autorités national, provinciaux, territoriaux et surtout locaux n'a fait que s'améliorer. En effet, la proportion des citoyens qui perçoivent que le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population a en général augmenté depuis plus 24 mois, l'organisation des élections présidentielle et législatives au niveau national et provincial ayant conduit au changement du paysage politique provincial et national serait entre autres la raison de cette perception positive. Le changement de gouvernements aurait créé de vifs espoirs d'amélioration des conditions de paix et de développement au sein de la population congolaise dans les zones prioritaires. Le graphique 2 résume les différences de perception au sein des zones prioritaires ISSSS.

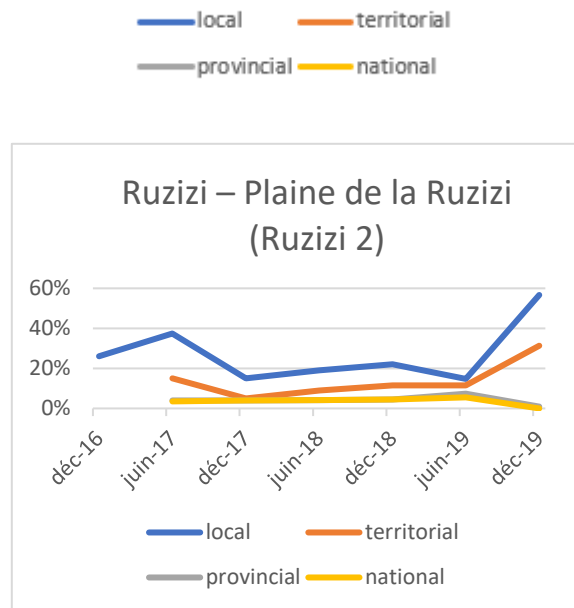
5.2. Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population à travers différentes zones

Kitshanga : Bien qu'en général dans les zones prioritaires il s'observe une croissance de la proportion des citoyens qui perçoivent que les autorités locales représentent bien les intérêts de la population, ceci n'est pas le cas dans la chefferie de Bashali (sous zone de la zone prioritaire de Kitshanga). Il pourrait y avoir plusieurs raisons explicatives de cette tendance à la baisse continue depuis Juin 2018, entre autres la faible application de la redevabilité des autorités locales à leurs administrés et usagers de services publics dans la zone.

Sud Irumu : Pour le Sud Irumu, la hausse de la perception du gouvernement et des autorités locales au cours de la période de rapportage se justifie par l'accélération du processus de pré cantonnement des éléments FRPI.

Graphique 2 : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population à travers différentes zones





Ruzizi 1 : Les tendances des courbes dans le graphique ci-dessus démontrent une amélioration de la confiance des citoyens envers le gouvernement et les autorités au niveau locale, territoriale, provinciale, et nationale au courant de l’année dans le secteur d’Itombwe, mais il s’observe une baisse de la confiance au niveau territoriale au premier semestre 2019 et au niveau locale au deuxième semestre 2019, cette diminution de la confiance au niveau au niveau locale et territoriale s’expliquerait par les conflits armées et intercommunautaires dans le haut plateaux de Minembwe causant des déplacements massif des populations et des bétails et la perte de la confiance de la population en les autorités locales et territoriales.

Cependant cette amélioration de la confiance au niveau provincial et national au courant de l’année 2019 dans le secteur d’Itombwe se justifierait par l’avènement de nouveaux animateurs des institutions gouvernementaux au niveau provincial et national amenant ainsi un vif espoir de changement et de paix.

Ruzizi 2 : Les tendances des courbes dans le graphique 2 ci-dessus démontrent qu’au courant du premier semestre 2019 la confiance des citoyens a baissée envers le gouvernement et les autorités au niveau locale et est resté stationnaire au niveau territorial dans la plaine de la Ruzizi. Au niveau provincial et national les tendances montrent une amélioration légère au premier semestre de l’année 2019, cela se justifie par les élections des nouveaux acteurs politiques à la tête des institutions de l’Etat qui a créé un sentiment de vif espoir de paix au sein de la population. Cependant les tendances des courbes est ascendante au deuxième semestre 2019 au niveau locale et territoriale démontrant ainsi une amélioration de la confiance des citoyens envers le gouvernement et les autorités dans la plaine de la Ruzizi, cela peut s’expliquer en partie par le renforcement des effectifs militaire dans la zone suite au plaidoyer effectuer par les autorités locales notamment dans le cadre du projet financer parle FCS.

Uvira : Pour ce qui concerne la ville d’Uvira les tendances des courbes dans le graphique ci-dessus démontrent qu’au courant du premier semestre 2019 la confiance des citoyens a baissée envers le gouvernement et les autorités au niveau locale, territoriale, provinciale et nationale et cela

s'expliquerait par les conflits armés et intercommunautaires dans les hauts plateaux d'Uvira causant ainsi un déplacement massif de la population de l'intérieur vers la ville d'Uvira.

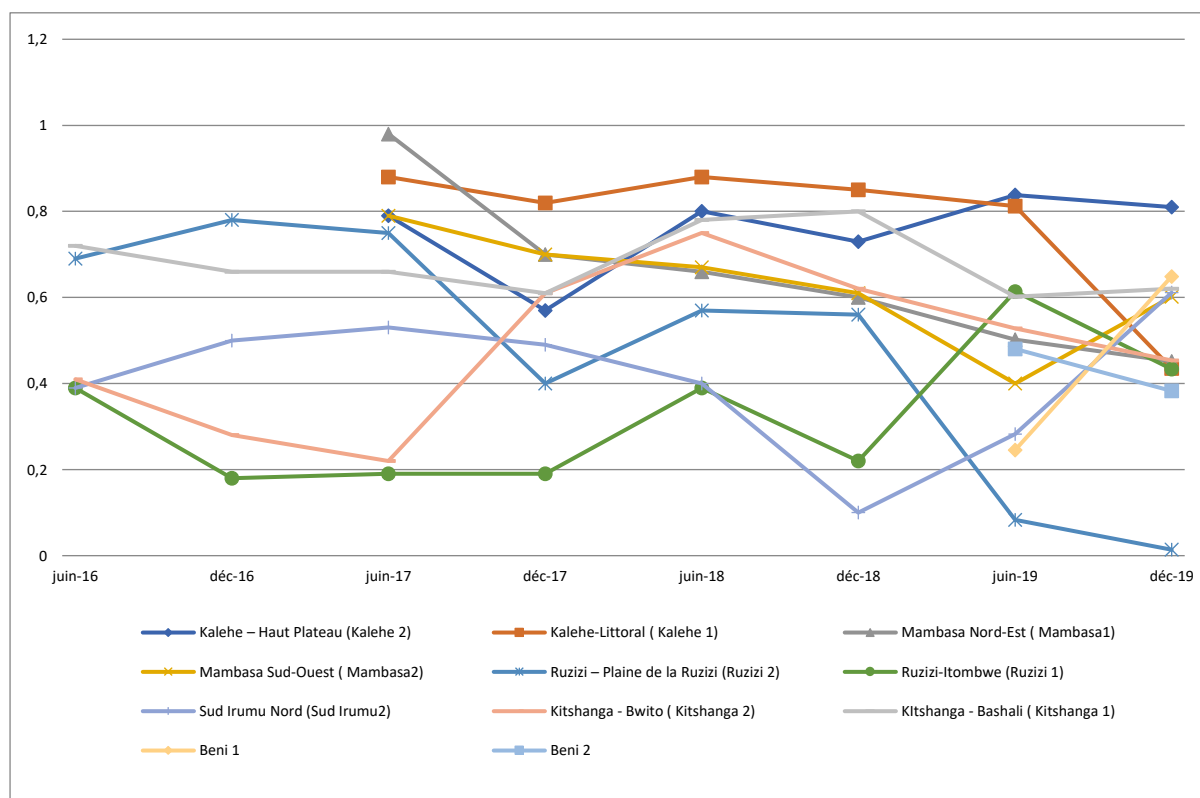
En outre les tendances des courbes montrent une amélioration de la confiance des citoyens au deuxième semestre de l'année 2019 à tout le niveau.

5.3. Sentiment de sécurité lors des « activités quotidiennes » et lors de la rencontre avec des membres d'autres groupes ethniques

Kitshanga : La période allant de juin 2019 – décembre 2019 a été marquée par une relative réémergence de l'activisme des groupes armés dans la zone de Kitshanga. Celle-ci aurait conduit à une tendance à la baisse de la proportion de la population qui se sent en sécurité pour conduire ses activités quotidiennes dans la zone.

En effet, durant cette période qui coïncide avec la période post-électorale en RDC, les groupes armés actifs dans la zone ont été plus actifs et ont semé de l'insécurité dans la zone en exigeant certaines taxes illégales à la population. Dans le Bwito par exemple, durant cette période, les NDRC s'étaient organisés et avaient élargi leur zone d'activisme durant la période, les Nyatura et les APLS sont devenus plus actifs. Des affrontements entre ces groupes armés eux-mêmes et entre les groupes armés et les FARDC ont été signalés dans la zone durant cette période, ce qui avaient même conduit à des mouvements occasionnels de population dans les deux chefferies. Ainsi des restrictions de mouvements de population dues à cette insécurité ont été observées durant la période.

Graphique 3a : Conduire des activités quotidiennes (% de la pop. adulte en sécurité ou très en sécurité)



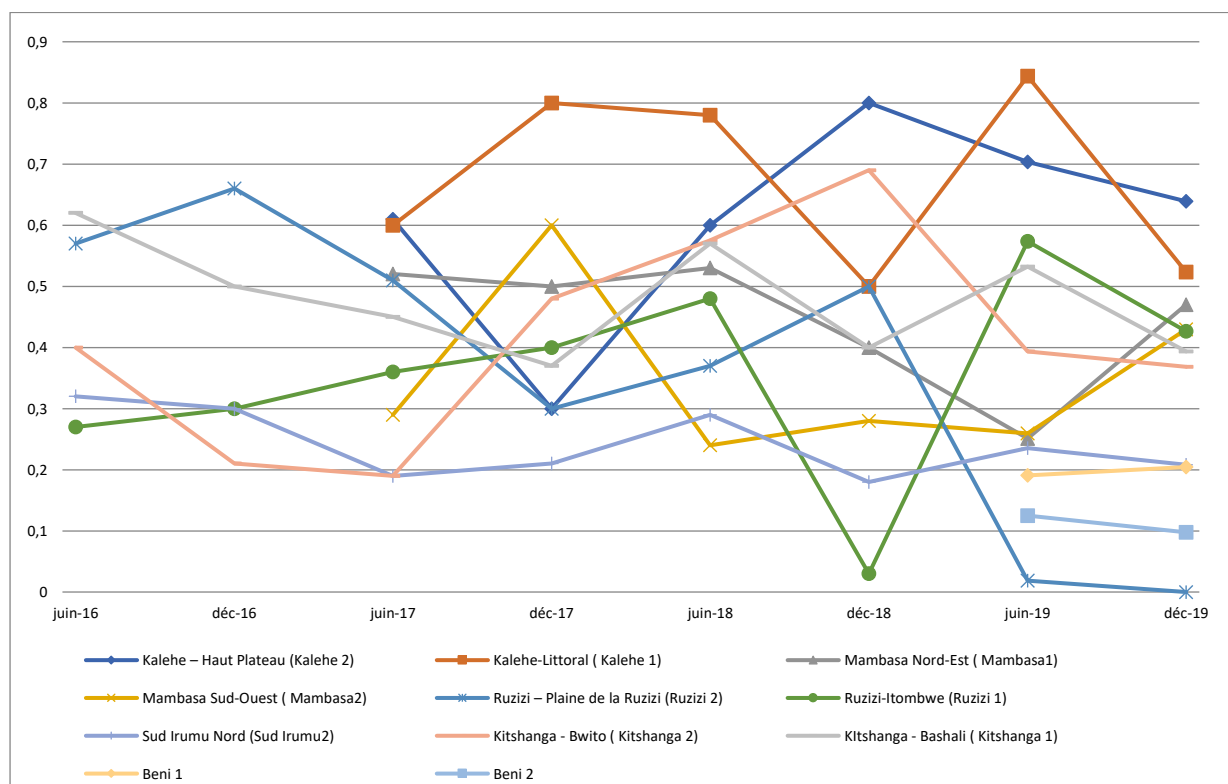
Sud Irumu : Dans le sud Irumu, nous constatons une forte amélioration de la perception de la population à pouvoir conduire ses activités quotidiennes. Ceci peut s'expliquer en partie grâce à une amélioration de la situation sécuritaire notamment due aux avancés du processus FRPI.

Mambasa : il y a recrudescence des miliciens Maimai lors de la période de rapportage, l'augmentation de la perception notée au deuxième semestre est en partie expliquée suite à l'appui de la 31ème brigade FARDC dans la zone.

Kalehe : Les tendances des courbes dans le graphique ci-dessus démontrent une amélioration de la perception de la population à conduire les activités quotidiennes dans le haut plateau de Kalehe au courant de l'année 2019 cela pourrait se justifier par le mouvement des CNRD et de leurs dépendants le littoral créant ainsi une baisse du sentiment de sécurité à conduire les activités quotidiennes dans le littoral au premier semestre 2019 et accentué au second semestre 2019.

Ruzizi : Dans la plaine de la Ruzizi la courbe démontre une baisse du sentiment de sécurité des populations à conduire ses activités quotidiennes, cette baisse est en partie dû à l'activisme des groupes armés étrangers et locaux dans la zone. Dans le secteur d'Itombwe la courbe démontre une amélioration du sentiment de sécurité des populations à conduire les activités au premier semestre 2019 et ensuite une baisse au deuxième semestre ce phénomène s'expliquerait par les différents plaidoyers de cesser le feu obtenu auprès des groupes armés au premier semestre et ensuite à la reprise des hostilités au second semestre.

Graphique 3b : % de la pop. Adulte en sécurité ou en très en sécurité



Kitshanga : La période post-électorale a été marquée par l’activisme des groupes armés dans la chefferie de Bwito et Bashali (NDC-R, APCLS, Nyatura-CMC, etc.). Non seulement que ces groupes armés qui d’ailleurs ont des tendances ethniques/communautaires ont restreint les mouvements de populations. Par ailleurs, c’est durant cette période qu’un émetteur radio a été même installé par le groupe armé Nyatura-CMC à Birambizo, dans la zone de Kitshanga. Cette radio émet des émissions incitant les différentes communautés de la zone à la division.

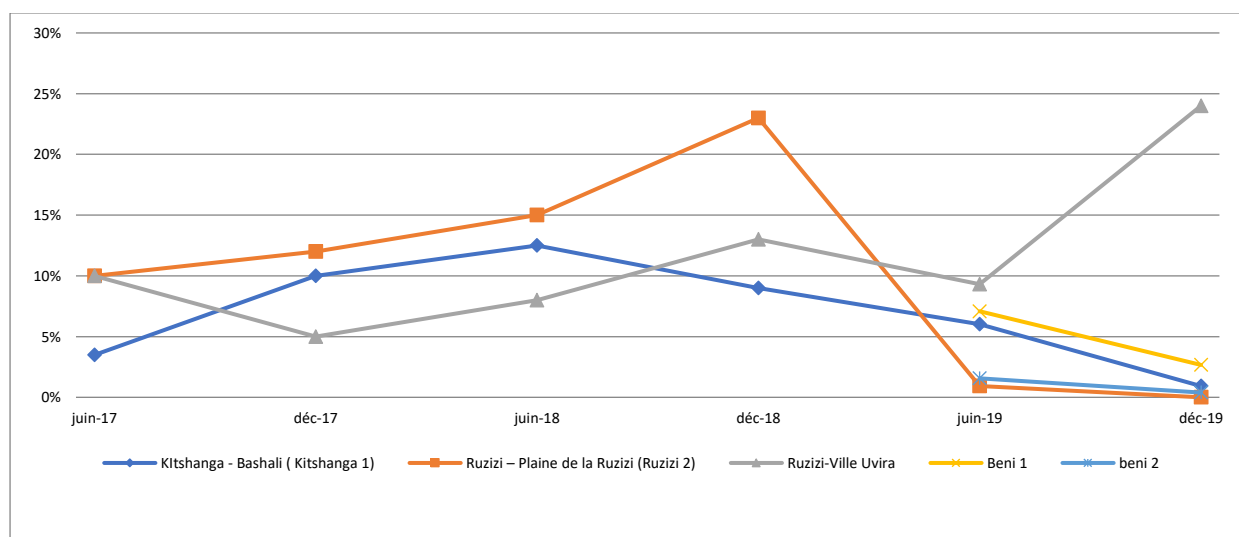
Kalehe : Les tendances des courbes dans le graphique ci-dessus démontrent une amélioration de la cohésion sociale entre les différents groupes ethniques à Kalehe dans le littoral au premier semestre 2019 et une baisse au second semestre 2019 cette tendance se justifie l’arrive des CNRD et leurs dépendants fuyant les combats dans les hauts plateaux a impacter négativement la cohésion sociale.

Plaine de la Ruzizi : Pour ce qui est de la plaine de la Ruzizi la courbe démontre une baisse de la cohésion sociale entre les différents groupes ethniques au courant de l’année 2019, dû à la recrudescence des conflits intercommunautaire dans les hauts et moyens plateaux d’Uvira et Mwenga ayant ainsi des ramifications dans la plaine de la Ruzizi.

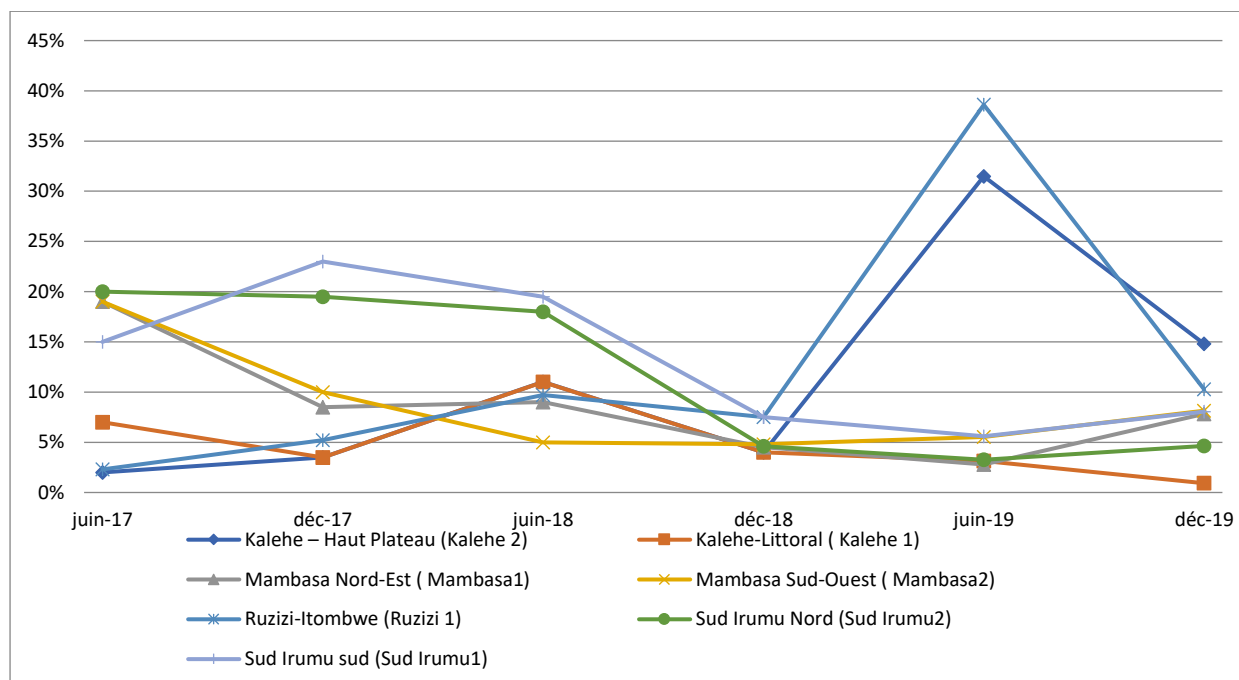
La courbe démontre aussi une baisse de la cohésion sociale entre les différents groupes ethniques au second semestre, cela pourrait se justifier par les conflits armés à Minembwe.

5.4. Perception de la contribution des FARDC au maintien de la paix

Graphique 4a : La contribution des FARDC au maintien de la paix (pop. adulte jugeant beaucoup ou énorme)



Graphique 4b : La contribution des FARDC au maintien de la paix ((pop. adulte jugeant beaucoup ou énorme)



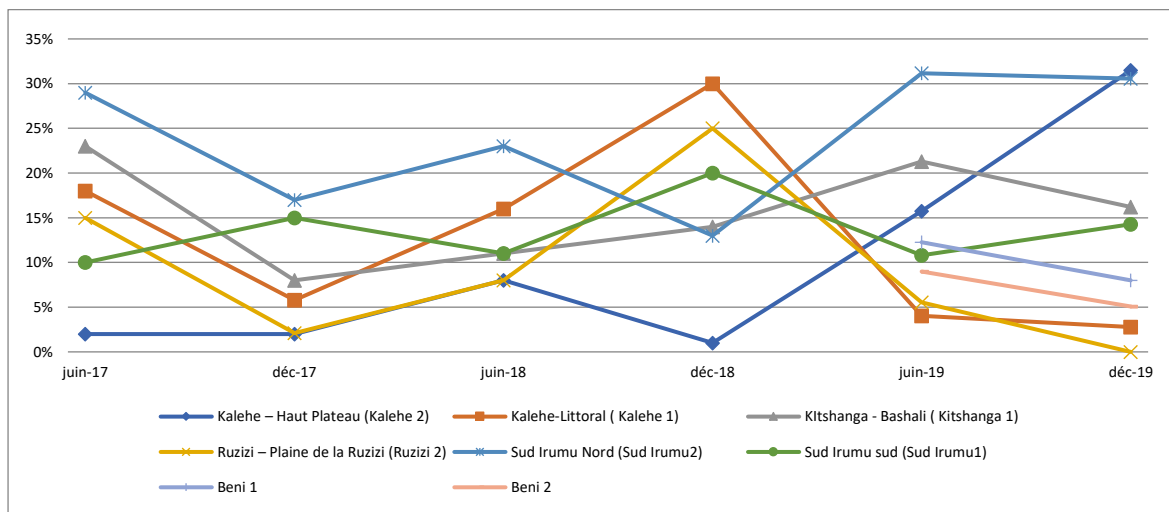
Kitshanga : Dans la zone de Kitshanga-Bashali, depuis juin 2018, il s’observe une baisse de la proportion de la population qui perçoivent que les FARDC ont un rôle important de maintien de la paix/ sécurité dans la région. Cette proportion est passée de 13% en Juin 2018 à 1% en décembre 2019. Cette baisse significative serait due au fait que non seulement des groupes armés sont toujours actifs dans le Bashali, mais aussi la perception que certains opéreraient avec un appui aux FARDC dans la zone.

Sud Irumu : La perception de la population par rapport à l’apport des FARDC pour le maintien de la paix est en baisse, ça s’explique par l’escalade de l’insécurité pendant cette période dans le territoire de Djugu (territoire voisin) qui a fait que certaines positions FARDC du Sud Irumu partent en appui à Djugu.

Ruzizi : Les tendances des courbes dans le graphique ci-dessus démontrent une baisse dans la perception de la contribution des FARDC dans la ville d’Uvira et dans la plaine de la RUZIZI au courant de l’année 2019, cette baisse s’expliquerait par les conflits armés qui sévit dans les hauts plateaux d’Uvira causant ainsi un sentiment de mépris des communautés envers les FARDC taxés souvent d’inaction et d’inefficacité dans l’éradication des groupes armés.

5.5. Changement en matière d'accès aux services fonciers

Graphique 5 : Changement en matière d'accès aux services fonciers (% pop. adulte jugeant 'bon' ou 'très bon')



6. Recommandations pertinentes en matière de politiques et de programmes

1, Renforcer la capacité d'engagement politique du Secrétariat Technique et des partenaires de l'ISSSS

La deuxième phase de l'ISSSS, mettant un accent sur les causes profondes des conflits dans l'Est de la RDC, a permis de donner forme à l'engagement politique comme outil essentiel en appui à la stratégie, ce qui s'est traduit d'un côté par le dialogue démocratique au sein des communautés et de l'autre par des négociations avec les acteurs politiques et étatiques aux niveaux provinciaux et national. Cependant, l'efficacité de ce plaidoyer politique s'est parfois butée à la diversité des intérêts des acteurs, à la complexité des réformes nécessaires et à la conduite de processus séparés (liés à différentes zones géographiques) alors qu'ils se rapportent aux mêmes thématiques (transhumance, dualité de pouvoir, réintégration communautaire, etc.). Comme l'ont démontré les évaluations des projets IRF à Mambasa et Kalehe : « Si la nouvelle approche de stabilisation a une dimension politique claire, la plupart de ses piliers (à l'exception du pilier du dialogue démocratique) restent otages d'une approche technique ». Les évaluations de projet ont également mise en évidence le besoin de « faire le lien entre les projets de stabilisation, qui adressent les causes des conflits spécifiques à une zone prioritaire bien déterminée et localisée, et des programmes de réforme institutionnelle plus structurels, tels que le SSR, les programmes d'appui à la décentralisation et à la bonne gouvernance, ou le processus de réforme foncière ».

Il est essentiel de renforcer la capacité d'engagement politique du Secrétariat Technique et des partenaires de l'ISSSS afin de permettre la réussite des processus et projets de stabilisation, à travers le changement politique nécessaire.

2, Renforcer et élargir la coordination proposée au partenaires ISSSS afin de renforcer la cohérence et l'impact du FCS ainsi que l'engagement politique.

La coordination jusqu'à présent offerte principalement à travers l'alignement ont permis de ne pas dupliquer et faire en sorte que les interventions de stabilisation dans le cadre de l'ISSSS ont été complémentaires. Cependant cette coordination est limitée, en raison du caractère restrictif de l'alignement.

Afin d'appuyer l'ISSSS, le bon déroulement de la programmation du FCS mais aussi complémentarité et la non-duplication des interventions des autres intervention de stabilisation, le Secrétariat Technique de l'ISSSS doit promouvoir un mécanisme de coordination au niveau programmatique créant des synergies et faisant aussi remonter les expériences et résultats des programmes afin de les transformer en message clés pour le plaidoyer et l'engagement politique.

3, Réviser le système de Suivi et Evaluation du FCS

Le système de Suivi et Evaluation du FCS à jusqu'à présent été celui de l'ISSSS. Cependant celui-ci ne permet pas de capturer avec précision les effets attribués à la programmation du FCS. Etant donnée la fin de plusieurs projets au cours de 2019, le début de 2020 offre l'opportunité de revoir

le système de Suivi et Evaluation et de le lancer avec le nouveau cycle de programmation de 2020.¹⁰

¹⁰ L'équipe Suivi & Evaluation (S&E) a présenté le système SE révisé aux donateurs du CAN en février 2020 et il a été approuvé. Il en sera fait état dans le prochain rapport intermédiaire.

7. Annexes

7.1. Programmation SCF

Type	Province	Zone Prioritaire	# Project MPTF	Titre	Lead	Début	Fin	Budget (en USD)
SCF Coûts direct			00108993	Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC (M&E)	PNUD	20 février 2018	31 juillet 2019	\$500,000.00
SCF Coûts direct			00103582	DRC ISSSS: Direct Cost MA - PN		7 décembre 2016	31 décembre 2022	\$274,561.70
SCF Coûts direct			00112957	EVALUATION DU FONDS DE COHRECE POUR LA STABILISATION ¹¹		4 décembre 2018	1 septembre 2019	\$40,000.00
SCF Coûts direct			00110348	ISSSS Technical Secrétariat Support		25 avril 2018	30 avril 2020 ¹²	\$444,993.98
SCF Coûts direct			00113331	Support to M&E- DRC ISSSS		10 décembre 2018	31 décembre 2019	\$637,184.00
SCF Coûts direct			00100759	Support to SCF Trust Fund Cell		3 juin 2016	31 décembre 2022	\$946,895.00

¹¹ L'évaluation finale des projets de l'IRF au Sud-Kivu et à Mombasa a été finalisée en septembre 2019

¹² Le projet « ISSSS Technical Secrétariat Support » a reçu une prolongation avec cout pendant le CAN juillet 2019

SCF Programmation	Nord Kivu	Beni	00111136 00111025	Ensemble Pour Beni	OIM	23-juil.-18	30-juin-20	\$7,000,000.00
SCF/ISSSS Programmation		Kitshanga	00106220	PBF/COD/A-3: Gouvernance foncière, cohésion sociale, réinsertion socio-économique et prévention des Violences basées sur le genre dans la zone prioritaire "Autour de Kitshanga" (Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo)	UN Habitat	13-juil.-17	31 octobre 2019 ¹³	\$299,868.00
SCF/ISSSS Programmation			00103078	PBF/COD/B-6: Nija za Makubaliano - Les chemins vers les Accords	Alerte Internationale	21-oct.-16	31-mai-18	\$2,000,000.00
SCF/ISSSS Programmation			00113419	Nija za Makubaliano : Les chemins vers les Accords - Deuxième Phase	Alerte Internationale	12-déc.-18	30-juin-20	\$1,080,000.00
IRF/ISSSS Programmation	Ituri	Mambasa	00092283	PBF/IRF-96: AMANI NI NJIA YA MAENDELEO: "La Paix est la voie du Développement" (DRC)	PNUD	23-oct.-14	31-août-16	\$4,375,981.00
SCF/ISSSS Programmation			00105660	Armani ni njiya ya maendeleo phase II in Mambasa	UN Habitat	18-mai-17	31-juil.-18	\$1,582,217.67
SCF/ISSSS Programmation		Irumu - Djugu	00106202 00106218	PAMAOJA KWA AMANI "Ensemble pour la paix"	UN Habitat	12-juil.-17	31 décembre 2019 ¹⁴	\$6,671,348.14
IRF/ISSSS Programmation	Sud Kivu	Kalehe	00092287	PBF/IRF-97: Projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe en Province du Sud Kivu (DRC)	PNUD	23-oct.-14	31-juil.-16	\$3,623,986.00
SCF/ISSSS Programmation			00106172	Projet de consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe	PNUD	7-juil.-17	30-juin-18	\$1,079,999.16

¹³ Le projet « "Autour de Kitshanga" (Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo » a reçu une prolongation sans cout de 4 mois en juillet 2019

¹⁴ Le projet « Pamoja Kwa Amani » ont reçu une prolongation avec cout en juin 2019

SCF/ISSSS Programmation		Ruzizi	00106007	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani. Construisons ensemble pour la Paix !	Alerte Internationale	28-juin-17	31-déc.- 19 ¹⁵	\$7,560,000.00
------------------------------------	--	--------	--------------------------	--	--------------------------	------------	------------------------------	----------------

¹⁵ Le projet « Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani. Construisons ensemble pour la Paix ! » ont reçu une prolongation sans cout de six mois en juin 2019.